

# le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 437 - 5F

**CE QUI NOUS DISTINGUE:** La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -  
Journal bimestriel - Un exemplaire :  
5FF, 30FB, 3FS, 3000LI, 100Pts  
- programme communiste -  
Revue théorique - Un exemplaire :  
25FF, 140FB, 10FS, 5000LI

- Il comunista -  
Journal bimestriel en Italien  
Un expl.: 10FF, 40FB, 5FS, 2000LI  
- el programa comunista -  
Revue théorique en espagnol  
Un expl.: 20FF, 120FB, 8FS, 400Pts

- le prolétaire -  
**No 437**  
Juillet-Août-Sept. 1996  
33<sup>e</sup> année

## DANS CE NUMERO

-Auschwitz ou le grand allbi: ce que nous nions et ce que nous affirmons

-Il y a 60 ans, le Front Populaire faisait avorter la lutte prolétarienne.

-En marge du centenaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme (4)

-Pour que la solidarité avec les sans papiers ne reste pas un vain mot

-Attaque contre le train du maïs dans le Mexique de la faim

-Afrique du Sud: massacre pour un billet de train !

-Correspondance: COFIROUTE

-Réunion des 7 grands terroristes

## A propos d'une campagne de presse

Notre article «Auschwitz ou le grand allbi» fut publié en 1960 pour répondre à une campagne «anti-antisémite» comme la bourgeoisie française en organise régulièrement; presque vingt ans plus tard, c'est pour répondre à une autre de ses campagnes que nous décidions de republier cet article sous forme de brochure. Dans les deux cas il s'agissait de dévoiler l'hypocrisie et le cynisme de ces campagnes. Nous écrivions en introduction à cette brochure:

«L'objet réel de ces campagnes lancées périodiquement par les Etats et les partis "démocratiques" n'a en effet pas grand chose à voir avec ce qui semble être leur cause immédiate et n'est que leur prétexte.

Ainsi en novembre 1978, l'interview de l'ex-commissaire aux Questions Juives Darquier de Pellepoix a donné lieu à une énorme campagne de mobilisation de la fameuse opinion publique. Tous les partis ont foncé tête baissée dans une campagne de critique du racisme et d'éloge de la démocratie bourgeoise, mais qui a aussi des objectifs beaucoup plus précis et spécifiques, que nous essayerons de dégager ici en dépassant la simple fureur devant le cynisme de cette campagne».

L'introduction continuait en donnant quelques exemples des crimes des démocraties bourgeoises et de l'impérialisme français en particulier que la vertueuse indignation des médias avait pour but de faire oublier; en rappelant le contexte international de tension entre l'Union Soviétique et l'Occident dans le cadre duquel s'inscrivaient les campagnes pour les droits de l'homme et contre le totalitarisme; enfin en montrant que cette campagne contre un renouveau imaginaire de l'antisémitisme servait à détourner l'attention des attaques menées par l'Etat et les patrons, avec la complicité de la gauche, contre les travailleurs immigrés, attaques qui inévitablement s'accompagnaient d'un

( Suite en page 2 )

## Contre le renforcement des attaques capitalistes UNE SEULE PERSPECTIVE: LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

«Le Monde Diplomatique» publie un éditorial au titre évocateur dans son numéro du mois d'août: «Septembre rouge». On peut y lire: «Il flotte dans l'air en France comme un parfum de révolte. Dans les villes, les banlieues et les campagnes, les populations grondent. Le feu couve. L'explosion menace». Les rédacteurs de ce grave mensuel aiment bien jouer les Cassandre et dépeindre à leurs lecteurs les dangers qui menacent la société bourgeoise

Les difficultés économiques s'accumulent sur le capitalisme français. Les statistiques ont montré que l'économie du pays était entrée en récession au deuxième trimestre; la monnaie nationale a été sérieusement chahutée cet été sur les marchés des changes, à la grande inquiétude des partisans du franc fort. Les comptes de la Sécurité Sociale et de manière plus générale les déficits des administrations publiques se sont aggravés, ce qui rend encore plus fumeuses les promesses faites aux classes moyennes d'alléger les impôts et plus aléatoires les perspectives de sortir de l'austérité et de relancer l'économie. Certains croient voir resurgir le spectre de la déflation, comme à l'époque sinistre de la crise de 1929.

La classe ouvrière est la première touchée, d'abord par le chômage qui a retrouvé ses maximums historiques (12,3%) après une baisse relative l'année dernière. Le nombre de licenciements atteignait déjà les 35.000 par mois quand pendant l'été ont été an-

noncés toute une série de licenciements ou de réductions d'emploi à l'Aérospatiale, France Télécom, Péchiney, Moulinex, Peugeot (1), SNCF, sans parler des réductions d'effectifs qui auront lieu dans les industries travaillant pour l'armée. Dans les banques 40.000 emplois seraient menacés et dans la Fonction Publique le gouvernement s'est engagé un peu partout sur la voie de la diminution des effectifs. Les salaires sont bloqués; le petit coup de pouce donné au SMIC doit être relativisé par le nombre de plus en plus grand de travailleurs payés en dessous du SMIC et de ceux qui ne touchent plus que lui. Les cadences du travail et le despotisme d'entreprise se renforcent et les conditions de vie des prolétaires se dégradent (le reflet le plus spectaculaire étant peut-être la diminution de l'espérance de vie enregistrée pour la première fois depuis des années, car l'on sait que chômage et misère sont accompagnés d'une morbidité et d'une mortalité accrues).

## PARTOUT DANS LE MONDE LE CAPITALISME FAIT RETOMBER SES DIFFICULTÉS ÉCONOMIQUES SUR LES PROLÉTAIRES

Cette situation n'est pas caractéristique de la France. Aux quatre coins de la planète, dans les pays impérialistes dominants comme dans les pays capitalistes moins puissants, le capitalisme s'attaque au prolétariat pour lui extorquer des bénéfices accrus. La production économique stagne dans une série de grands Etats: Japon, Allemagne, Italie, dans certaines nations d'Amérique Latine comme le Brésil et l'Argentine et dans l'ex-URSS. Mais même là où les statistiques indiquent que l'économie est en expansion, les travailleurs n'en retirent aucun avantage.

Aux Etats-Unis le président Clinton vient sans doute d'annoncer le relèvement du salaire minimum, mais c'est pour mieux faire passer la pilule de la

( Suite en page 2 )

## Le carnaval électoral italien

Les élections de ce printemps ont vu la victoire de l'Alliance électorale de centre-gauche (dite «de l'Olivier» en raison de son emblème) organisée autour du PDS - le Parti Démocratique de la Gauche, l'ex-Parti Communiste Italien. Les journalistes avaient pris l'habitude de parler de Première République et de Deuxième République pour qualifier les changements politiques résultant de la retentissante campagne anti-corruption (dite «Tangentopoli») qui avait vu s'effondrer la vieille Démocratie Chrétienne, le parti gouvernant pratiquement sans interruption depuis la fin de la guerre et

Les grands partis comme la Démocratie Chrétienne, le Parti Communiste, le Parti Socialiste, le Mouvement Social Italien (extrême droite néo-fasciste), avaient le plus grand besoin de se rénover; et à la façon des caméléons leur personnel politique s'est «rénové», changeant de parti, de drapeau et de politique. Des «communistes» convaincus ont revêtu la chemise bleue de Forza Italia tandis que la plupart d'entre eux se contentaient de rejeter leur vieille défroque pseudo-marxiste pour ne plus se réclamer que d'une politique d'austérité démocratique au sein du PDS; les démocrates chrétiens et les sociaux-démocrates se sont recyclés

dans les différents partis antichambres du pouvoir qui ont bourgeonné comme des champignons après l'orage; les vieux mussoliniens se sont découverts une âme de démocrates et les ex-extraparlementaires et les anti-staliniens ont rejoint les nostalgiques du stalinisme pour tenter de refonder un réformisme traditionnel (Refondation Communiste), tandis que des démocrates-chrétiens, des poujadistes et autres sincères boutiquiers s'amalgamaient autour du nouveau phénomène «autonomiste» Ligue du Nord. C'est le grand bazar où se changent et s'échangent sigles et noms de partis suivant les règles du marketing et les impératifs de la carriè-

re politique... En somme, loin des affrontements politiques et des oppositions programmatiques d'un temps, nous sommes tous dans la même barque, nous avons tous intérêt à la rénover pour qu'elle ne prenne pas trop l'eau, discutons tous ensemble des nouvelles règles de la nouvelle Constitution, de la nouvelle organisation de l'Etat, etc...

La farce de ce qui n'est plus la politique a conquis l'avant-scène depuis des années. Derrière la fiction des intérêts publics, la manifestation des intérêts privés est toujours plus évidente:

( Suite en page 9 )

## Contre le renforcement des attaques capitalistes UNE SEULE PERSPECTIVE: LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE

( Suite de la page 1 )

suppression d'une grande partie des mesures d'assistance sociale instaurées au fil des décennies depuis la crise des années trente (de plus les immigrés, même parfaitement en règle, ne pourront bénéficier d'aucune mesure d'aide sociale s'ils ont moins de 5 ans de résidence). Cette décision n'est en rien motivée par une amélioration de la situation des prolétaires et des couches laborieuses de la population. Une récente étude des services officiels du *Census Bureau* sur le revenu des américains vient de confirmer que le fossé entre les revenus des «gens aisés et ceux des pauvres et de la classe ouvrière» a atteint un niveau record depuis 1948 (1968 étant l'année où il était le plus bas). Cette étude montre aussi que l'écart s'est creusé à un rythme plus grand durant les années de l'administration Clinton («l'ami des travailleurs» selon la propagande du Parti Démocrate) que durant celles de l'administration Reagan (1)! Des études similaires montreraient des résultats comparables pour les autres pays capitalistes.

En Allemagne, symbole traditionnel du pays prospère, le chancelier Kohl a décidé d'une cure d'austérité sans précédent tandis que des licenciements ou des suppressions massives d'emplois sont annoncés par les grandes entreprises germaniques: 70.000 emplois supprimés à la Deutsche Telekom, 30.000 chez Volkswagen, 15.000 chez Daimler-Benz, etc. En Suisse, autre symbole de la prospérité, le Conseiller fédéral (Ministre) des transports, le socialiste Leuenberger, vient de faire avaliser une baisse de salaire des cheminots, en pleine concordance avec un Livre Blanc publié il y a quelques mois par un an-

cienn patron de la société multinationale ABB et qui avait été bruyamment condamné par toute la gauche parce qu'il préconisait baisses de salaire et restrictions sociales... En Espagne c'est le nouveau gouvernement de droite d'Aznar qui va accentuer les mesures d'austérité déjà prises par le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalés, alors qu'en Italie cette tâche va être mise en oeuvre par le gouvernement «de gauche»: où l'on voit que politiques de droite et de gauche sont tous également empressés à suivre les mêmes orientations conformes aux exigences de l'économie capitaliste, les politiques de gauche ayant de plus le grand avantage de pouvoir faire plus facilement avaler la pilule aux prolétaires.

### LE COLLABORATIONNISME POLITIQUE ET SYNDICAL SE PRÉPARE À SABOTER LA LUTTE PROLÉTAIRIENNE

Dans les pays capitalistes les plus pauvres où la classe dominante ne dispose que de peu de miettes à concéder aux prolétaires pour amortir les mouvements de colère contre une exploitation bestiale et une situation de misère nue, elle a recours à la violence ouverte et à la répression sans fards. En Jordanie, le plus que doublement du prix du pain, l'aliment de base des couches pauvres, venant après une forte augmentation du prix des biens de première nécessité depuis le début de l'année a provoqué des manifestations de protestation qui se sont transformées en émeutes et ont été réprimées dans le sang. Parties de la ville de Karak elles se sont étendues à 3 autres villes et à un quartier pauvre de la capitale Amman;

des banques, des bâtiments officiels, le siège du gouverneur de Karak ont été attaqués par les manifestants.

Dans les riches pays impérialistes les antagonismes sociaux ne s'expriment pas aussi ouvertement. La bourgeoisie y a encore à disposition des réserves suffisantes pour n'être pas contrainte à une attaque frontale et massive contre les conditions prolétaires. Elle y a surtout la possibilité d'entretenir encore tout un système ramifié d'amortisseurs sociaux et une *aristocratie ouvrière* qui sert de base aux forces de collaboration entre les classes chargées de paralyser le prolétariat. En Allemagne la bureaucratie syndicale a organisé une gigantesque manifestation de protestation destinée à faire retomber la pression et à prévenir une lutte réelle contre les mesures gouvernementales et patronales.

Il en va de même en France. D'ores et déjà des échéances sont programmées pour faire s'épuiser le mécontentement en manifestations sans lendemain (comme la manifestation pour l'emploi du 21 septembre), le saucissonner en journées d'«action» par corporation et isoler les grèves qui éclateraient. Ce serait donc la pire illusion que de croire comme le répète l'extrême-gauche centriste qu'il est possible et nécessaire de pousser les directions syndicales à s'engager dans une lutte résolue, voire dans une grève générale contre les attaques des patrons et de leur Etat. L'exemple de l'Allemagne (et d'ailleurs: voir la grève générale déclenchée en Argentine contre l'austérité par la bureaucratie ultra-corrompue des syndicats) montre à ceux qui l'auraient oublié que même lorsqu'il déclenche un grand mouvement, l'opportunisme politique et syndical n'a d'autre but que la préservation de la collaboration entre les classes et la défense de l'ordre établi. L'exemple de mai-juin 36 que nous analysons dans ce n°, ou l'exemple de mai-juin 68, ou à

une moindre échelle l'exemple plus récent des grèves de l'hiver, montrent que même lorsqu'éclatent en dehors de lui de grands mouvements prolétaires l'opportunisme est capable de laisser faire pour plus facilement se mettre à leur tête et les faire rentrer dans le rang quand les prolétaires sont épuisés.

Pour pouvoir se défendre sérieusement avant de pouvoir passer plus tard à l'attaque, les prolétaires ont besoin de rompre avec les objectifs et la pratique collaborationnistes des grands appareils réformistes et retrouver les objectifs et les méthodes de la lutte de classe. C'est d'ailleurs en partie ce que font spontanément les prolétaires dans la chaleur des grands mouvements. Mais cette spontanéité indispensable ne suffit pas à elle seule. Il faut encore que les travailleurs d'avant-garde aient la force de tisser des liens entre eux et avec leurs camarades de travail pour pouvoir disputer dans la lutte la direction du mouvement aux forces collaborationnistes, c'est-à-dire qu'ils aient la force de retrouver la voie de l'organisation de classe d'abord sur le plan immédiat de la lutte de défense économique et sociale contre les attaques bourgeoises, mais aussi sur le plan plus difficile de la lutte politique révolutionnaire contre le capitalisme.

Bien évidemment cela ne pourra se faire en un jour ni au feu de quelques luttes partielles. Mais c'est pourtant dans ces luttes et dans leur action quotidienne que les prolétaires conscients peuvent et doivent commencer à faire les premiers pas pour la renaissance de l'associationnisme ouvrier, de la lutte de classe prolétarienne et de son organe indispensable pour la mener à la victoire dans les combats partiels et dans la lutte finale, le parti révolutionnaire communiste.

(1) Nous reprenons ces données du n° cité du «Monde Diplomatique» (août 96).

## A propos d'une campagne de presse

( Suite de la page 1 )

renforcement du racisme bien réel contre les arabes et les noirs.

Aujourd'hui c'est une autre de ces campagnes qui s'est déclenchée à l'occasion de la publication du livre de Roger Garaudy - «philosophe» qui commença sa carrière en tressant les louanges de Staline, puis qui, après la désacralisation de son idole, «rencontra Dieu» et abjura la foi prétendument marxiste des faux communistes moscouitaires, avant d'abandonner le dieu des Chrétiens pour celui des Musulmans - sur «*Les fondements de la politique extérieure d'Israël*». Ce pamphlet serait passé inaperçu sans l'action du MRAP qui a déféré son auteur devant les tribunaux pour «négarionisme de génocide» (délict instauré par la loi Gayssot après la profanation de Carpentras), et une déclaration de l'Abbé Pierre, le chéri des médias, en soutien à Garaudy. Pendant plusieurs semaines on a eu droit jour après jour dans les médias à un véritable martèlement, auprès duquel pâlisent les campagnes similaires précédentes, sans parler de celles de 1978 ou de 1960 qui font figure de jeux d'enfants, sur le thème du renouveau de l'antisémitisme (ou de l'antijudaïsme), des dangers du négationnisme et de la banalisation des idées fascistes et racistes.

Comme lors des fois précédentes, la campagne actuelle s'explique par des raisons profondes qui n'ont rien à voir avec l'événement circonstanciel qui en

a donné le signal. Nous avons déjà eu l'occasion de montrer que les cercles dirigeants de la bourgeoisie utilisent les négationnistes et les révisionnistes en gonflant leur importance pour démontrer d'abord qu'il existe bien un danger fasciste et, en les réprimant ostensiblement par des lois aussi stupides que vaines, pour démontrer ensuite que la France officielle est irréprochable dans ce domaine.

Le résultat recherché par la bourgeoisie se situe à plusieurs niveaux. Il s'agit d'abord, au niveau intérieur, de réactiver à chaque fois l'idéologie officielle de la Résistance anti-fasciste et de l'anti-fascisme démocratique au nom de laquelle les exploités devraient s'unir avec leurs exploités pour défendre la forme républicaine et démocratique de leur exploitation. Il s'agit aussi, au niveau des relations extérieures, de maintenir en vie le souvenir de la barbarie nazie, dont la France aurait été la victime innocente comme d'autres, mais aussi l'adversaire résolue et la triomphatrice. Ce rappel perpétuel sert à maintenir perpétuellement l'Allemagne - éternelle partenaire-rivale - dans une situation de suspicion, où en dépit de sa supériorité économique, elle devrait manifester les plus grands égards vis-à-vis de la France et de ses intérêts. Il est alors évident que tout ce qui relative les crimes de l'impérialisme allemand, tout ce qui rappelle que l'impérialisme français a eu sa part de responsabilité et qu'il est lui-même coupable de crimes atroces, ne peut que susciter une réaction violente.

L'intensité de la campagne anti-antisémitisme actuelle est donc le résultat de deux séries de causes. D'une part la

reconnaissance officielle par Chirac que la France était elle aussi coupable au moins de complicité dans le crime de génocide, nécessitait une réaffirmation bruyante de l'anti-fascisme officiel pour ne pas faire disparaître l'argument de la supériorité morale de la France sur l'Allemagne. D'autre part la très grande extension prise par le racisme anti-immigrés et son alimentation quotidienne par le gouvernement et les administrations de l'Etat dans la perspective de la division des travailleurs, rendent urgentes des campagnes de diversion et de mobilisation interclassiste autour de l'Etat et de l'unité entre français.

C'est dans ce cadre général que sont venus s'insérer les attaques contre «l'ultra-gauche» et en particulier contre notre article et contre les «bordiguistes».

### Après les «hitléro-trotskyistes», les «hitléro-bordiguistes»?

Les stalinien avaient autrefois coutume d'accuser les révolutionnaires de faire le jeu des fascistes et ils les dénonçaient comme des «hitléro-trotskyistes». Aujourd'hui il semble que nombre d'organes de presse aient découvert l'hitléro-bordiguisme. Notre article «*Auschwitz...*» est ainsi accusé d'être à l'origine du négationnisme d'extrême-gauche et le point de départ d'un rapprochement «rouge-brun», entre l'ultra-gauche et le fascisme. Le seul argument réel sur lequel cette campagne s'appuie est que l'éditeur et propagandiste des thèses négationnistes en France est Pierre Guillaume, ancien membre du groupe «*Socialisme et Barba-*

rie» et gérant de la librairie «*La Vieille Taupe*» autour de laquelle s'était regroupé dans les années soixante-dix des partisans de thèses ultra-gauches semi-libertaires. Dans ce milieu on affectait de dire le plus grand bien de Bordiga, mais c'était pour mieux condamner les «erreurs» et les «insuffisances» de notre courant et par dessus tout le «sectarisme» de notre parti. Le seul mot de parti fait hurler les intellectuels dilettantes même quand ils se proclament ultra-révolutionnaires.

Le coup d'envoi à la campagne de dénonciation de l'«ultra-gauche» et du bordiguisme a été l'hebdomadaire trotskyste «*Rouge*» (1), puis Daenincks, écrivain... de romans policiers, est devenu l'infatigable propagandiste de cette croisade; c'est enfin «*Le Monde*» qui a été le point d'orgue de ces attaques. En effet ce quotidien, porte-parole autorisé de la bourgeoisie impérialiste française, est aussi le défenseur sourcilieux de l'anti-fascisme et le pourfendeur de toutes les déviations à ce sujet. C'est ainsi qu'il avait sévèrement morigéné quelque temps auparavant un philosophe-cafetier qui avait eu l'imprudence de rappeler cette vérité que le premier adversaire dont le nazisme voulait la destruction, ce n'était pas les juifs, mais le mouvement ouvrier (2). «*Le Monde*» ne pouvait donc manquer d'épingler «*Auschwitz...*», ce qu'il fit lors de son édition du 8 juin dans une page inspirée par Daenincks et destinée à faire le ménage à l'«ultra-gauche» (3). «*Le Figaro*», ne voulant pas être en reste dans cette sainte besogne, lui emboîta le pas peu après. La digne entreprise reçut le couronnement qu'elle méritait lorsque «*Libération*», avec

quelque retard sur ses concurrents, publia un article qui réussit non seulement à faire la synthèse de toutes les imbécillités et contre-vérités écrites jusque-là, mais réussit le tour de force d'en rajouter de son cru (4) ! Nous ne résistons pas à en citer quelques extraits: «En 1970 Gilles Dauvé découvre les "travaux" (!) des ancêtres du négationnisme, tels Amadeo Bordiga (!), ancien dirigeant du Parti Communiste italien, exclu dans les années vingt (!), et Paul Rassinier (!) (...). Dauvé, qui signe ses écrits du pseudonyme Jean Barrot, réédite un libelle inspiré de Bordiga: «Auschwitz ou le grand alibi». "Ce texte donne des raisons ahurissantes à la Shoah: il explique que les nazis voulaient détruire les Juifs comme force de travail", analyse l'historien René Monzat».

Un tel passage est véritablement ahurissant: il n'y a pas une seule proposition qui ne contienne au moins une erreur, un mensonge ou une ignominie. Loin d'être un ancêtre du négationnisme (!), Amadeo Bordiga fut le principal animateur du courant de la Gauche Communiste qui donna naissance au PC d'Italie (et non italien, la distinction n'est pas secondaire) et le principal dirigeant de celui-ci, notamment dans la lutte contre l'offensive fasciste (5) de même que le défenseur au niveau international d'une ligne de gauche opposée aux vacillations tactiques de l'Internationale. Mais la direction de l'Internationale profita de l'arrestation de Bordiga et d'autres dirigeants par les fascistes pour nommer à la tête du parti une direction droitiste conforme à ses vœux. Cette direction réussit à battre le courant de gauche au Congrès de Lyon (1926) et put alors transformer le parti en un instrument docile de la politique stalinienne en éliminant la Gauche (Bordiga lui-même ne fut formellement exclu qu'en 1930) de la même façon que les staliens éliminaient de l'Internationale et du parti russe tous les opposants de gauche. Les «travaux de Bordiga» que les journalistes de *Libé* mettent finement entre guillemets pour faire comprendre à leurs lecteurs qu'ils n'ont aucune valeur, font allusion aux efforts gigantesques de notre courant, puis de notre minuscule parti pour combattre toutes les déformations de la théorie marxiste perpétrées par la contre-révolution, restaurer un marxisme non avili et défendre le programme communiste authentique, notamment sur la question du fascisme et de l'anti-fascisme (6).

Paul Rassinier, en qui les négationnistes voient leur précurseur, n'a jamais rien eu à voir avec notre courant. D'abord membre du PCF, puis responsable local stalinien, il fut exclu en 1932 de ce parti avant d'adhérer à la social-démocratie, abandonnant ainsi définitivement les derniers liens formels avec le mouvement révolutionnaire prolétarien. Pendant la guerre il participa à la création de réseaux de la Résistance nationaliste et, arrêté par les allemands, fut envoyé en camp de concentration. Rescapé des camps, il revint à la tête de la section socialiste de Belfort et fut élu député du Parti Socialiste (SFIO). Mais le scandale éclata lorsqu'il publia des ouvrages où, sur la base de son expérience personnelle, il pourfendait les «exagérations» et les «mensonges» répandus selon lui par la littérature sur les camps de concentration et attaquait tout particulièrement le rôle crapuleux des staliens dans ces camps (7). Cela lui valut d'être exclu de la SFIO, ce parti démocratique de l'impérialisme français - pour reprendre une expression que Trotsky appliquait avant guerre au Parti Radical - qui n'avait aucun intérêt à remettre en cause l'idéologie officielle de la Résistance.

Quant à l'«analyse» de notre brochure par l'historien Monzat, elle serait de nature à douter des capacités intellectuelles de l'individu si nous n'étions persuadés que sa dénonciation est mûrement pesée et a des raisons politiques. Car l'ignorance n'explique pas tout; les journalistes ne font que recopier, peut-être de travers, ce qu'ils ont lu dans les autres journaux et ce que leur disent leurs sources qui, elles, savent de quoi il est question. Et ce dont il est question, si nous ne l'avions constaté dès les premiers articles de *Rouge, Libé* nous l'apprendrait en citant les raisonnements de Daenincks: celui-ci identifie la cause de la prétendue collusion des «ultra-gauchistes» avec le fascisme dans la critique de l'antifascisme associée à l'anticapitalisme, ainsi que dans l'antisionisme.

On voit donc le but réel de cette campagne de dénigrement et de calomnies dont la lutte contre le négationnisme n'est que le prétexte commode: marquer du sceau infamant de sympathie avec le fascisme toute critique de l'antifascisme interclassiste, toute analyse marxiste du nazisme et tout rappel des crimes des démocraties occidentales, en bref tout anticapitalisme véritable, de façon à isoler préventivement d'une sorte de cordon sanitaire ces idées si dangereuses pour la société actuelle et tous ceux qui ne songent qu'à grenouiller en son sein.

Quelques intellectuels de la mouvance ultra-gauche avaient pensé se réhabiliter de leur complaisance passée envers Faurisson et ses amis en faisant

amende honorable dans un livre où ils ne réaffirment pas seulement leur opposition totale aux entreprises de Guillaume et au négationnisme, mais où ils jugent bon de condamner aussi notre article comme «borné», exemple de «schématisme marxiste» et du «schématisme bordiguiste» dont la «Vieille Taupe» serait finalement issue (8). Au contraire la publication de cet ouvrage a déclenché le tir de barrage de la grande presse, nouvelle démonstration que le bruit fait autour du négationnisme n'est que le prétexte pour promouvoir encore une fois l'union interclassiste au nom de l'antifascisme qui a déjà rendu tant de service à la bourgeoisie: ce qui est reproché en fait à ces ultra-gauchistes c'est le scandale de persister encore à ne pas se rallier à l'antifascisme démocratique.

En réponse aux uns et aux autres, nous ne croyons pas inutile de faire circuler la mise au point ci-contre à propos d'«Auschwitz ou le grand alibi», sachant que la meilleure réponse consiste à lire et faire lire cette brochure ainsi que nos textes sur le fascisme et l'anti-fascisme démocratique.

(1) cf «*Rouge*» n°1674, 29/2/96, et n°1686, 23/5/96 où on accuse «la revue bordiguiste Programme Communiste» d'avoir «alimenté» les révisionnistes en renvoyant «dos à dos fascisme, démocratie bourgeoise et stalinisme».

(2) Il s'agit du promoteur des «*Cafés de philosophie*».

(3) cf «*La querelle du négationnis-*

*me rebondit à l'ultra-gauche*».

(4) cf «*La lente insinuation des révisionnistes. Quand l'ultra-gauche remet en cause la réalité du génocide juif*», «*Libération*», 21/8/96.

(5) cf notre étude «*Le PC d'Italie face à l'offensive fasciste*», «*Programme Communiste*» n° 45, 46, 47, 48-49, 50.

(6) cf notre texte «*Communisme et fascisme*», où sont recueillis divers textes d'A. Bordiga.

(7) cf «*Le mensonge d'Ulysse*» publié en 1948 et ré-édité en 1987 par La Vieille Taupe. Dans ce texte Rassinier estime «la pratique des exterminations par les gaz (...) possible sinon certaine», mais «sûrement faux», qu'elle ait été aussi généralisée que le dit la littérature et il attaque de nombreux récits sur les camps de concentration (p.242).

(8) cf «*Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme*», Ed. Reflex. Si Dauvé veut bien défendre «Auschwitz...» de toute complaisance avec le nazisme, il parle de sa «vision réductrice»: «Programme Communiste tord le bâton (...) vers un économisme réducteur», tandis qu'un autre auteur prend moins de gants et veut nous faire dire que «en accord avec le dogme (!), les chambres à gaz qui gaspillaient la force de travail étaient incompatibles avec la nature du capital, etc.»: nous serions donc bien les initiateurs du négationnisme! A noter que l'écrivain Gilles Perrault qui préface cet ouvrage a été pour cette raison accusé par «*Rouge*» et Daenincks de faire le jeu d'éléments liés au fascisme...

## Auschwitz ou le grand alibi: Ce que nous nions et ce que nous affirmons

Une récente campagne de presse qui va du *Figaro* à *Rouge* en passant par *Le Monde*, Daeninckx, Vidal-Naquet et autres présente notre article «Auschwitz ou le grand alibi», paru en 1960 dans *Programme Communiste*, comme «le texte fondateur du négationnisme de gauche».

A première vue on pense que nos accusateurs n'ont pas lu cet article, qui parle de l'extermination des juifs, des camps de la mort, des fours crématoires et de la barbarie nazie en général, comme un fait avéré, d'une évidence criante.

En y réfléchissant, cependant, on voit pourquoi même les gens qui l'ont lu font ainsi l'amalgame entre ceux qui nient la réalité des horreurs nazies et nous qui cherchons à les expliquer et à montrer en même temps la coresponsabilité des Etats «démocratiques».

Notre «perversion absolue» (Vidal-Naquet dixit), c'est de démolir ainsi la mythologie qui présente le nazisme, et le fascisme en général, comme une manifestation du Diable que tous les hommes de bonne volonté doivent combattre. C'est d'expliquer le fascisme (raciste ou non comme son prototype italien) et d'expliquer en même temps que le véritable front des luttes sociales et politiques ne passe pas entre les démocrates et les fascistes, mais oppose les forces de la révolution prolétarienne à celles de la conservation bourgeoise.

C'est cela que nous reprochons en réalité tant les naïfs démocrates bourgeois que les subtils tacticiens trotskystes qui cherchent à s'appuyer sur eux. Contre les uns et les autres, rappelons en quelques points ce que nous nions et ce que nous affirmons.

1) Nous nions que le fait de dénoncer les crimes des Etats démocratiques «innocents» les nazis. Nous nions que le fait de dénoncer la politique antimigrés de la démocratie française, des contorsions hypocrites du PS aux lois Pasqua, de la fermeture des frontières aux charters, revienne à banaliser Le Pen et à favoriser le F.N. Nous affirmons que le prolétariat français avait le devoir de dénoncer les massacres perpétrés par la France, à peine redevenue démocratique, en Indochine (dès 1946), à Madagascar (1946), etc., et que cette

dénonciation n'enlevait rien à la condamnation de la barbarie nazie.

2) Nous nions que relever la complicité des Etats démocratiques dans la liquidation des Juifs revenait à innocenter les auteurs directs de ces massacres. Mais nous affirmons qu'il fallait dénoncer leur coresponsabilité et l'hypocrisie des larmes de crocodile qu'ils déversaient sur les cadavres.

3) Nous nions que l'extermination des Juifs d'Europe puisse servir d'excuse à quelque racisme, oppression ou massacre que ce soit. Nous affirmons qu'il faut dénoncer tous les Etats fondés sur les mêmes principes que les nazis, les Etats fondés sur la race et/ou la religion et visant à chasser sinon à tuer les autres groupes de population. Nous affirmons que condamner les colons juifs des Territoires qui font chanter à leurs gamins des chansons ressemblant (au nom de l'ennemi près) comme deux gouttes de sang à celles des jeunes hitlériennes ne revient en aucune façon à absoudre les nazis.

4) Nous nions que le racisme ou l'antisémitisme soient une simple aberration de l'esprit. Nous affirmons qu'ils ont des racines sociales très nettes, historiques certes, mais aussi liées aux situations contingentes, en Allemagne hier comme en France aujourd'hui. Nous affirmons que, s'ils ont leur logique propre comme toute idéologie, leur développement et leur pénétration dans l'esprit de larges populations sont cau-

sées par des poussées sociales, elles-mêmes liées aux situations économiques. Nous affirmons qu'il faut les combattre de toutes les façons, pratiquement dans leurs conséquences, théoriquement dans leurs fondements pseudo-scientifiques, et aussi en attaquant les conceptions socio-historiques qui tendent à paralyser cette lutte.

5) Ainsi, nous nions que la guerre de 1939-1945 ait été une croisade du St Georges démocratique contre le dragon nazi, fasciste ou nippo-impérial. Nous affirmons que, comme celle de 1914-1918, elle a été une guerre impérialiste entre deux blocs impérialistes se disputant la suprématie mondiale. D'ailleurs, si au cours de la guerre les Alliés ont affirmé leur bonté contre la méchanceté des autres, c'est surtout après la victoire qu'ils se sont justifiés par la barbarie nazie et l'extermination des Juifs en particulier. En réalité ils avaient toléré et aidé la prise du pouvoir par les nazis. Et des années durant ils avaient fait la sourde oreille devant les témoignages sur les horreurs du régime hitlérien, et sur les menaces de mort qu'il faisait peser sur les Juifs.

6) Nous nions que la «démocratie» et le «fascisme» correspondant à des types de société différents, liés à des modes différents de la vie et de l'activité sociales. Nous affirmons que ce sont seulement deux formes différentes de l'Etat bourgeois, assurant l'une comme l'autre, la domination du capital et son fonctionnement, mais dans des conditions différentes.

7) Nous nions que le recours de la bourgeoisie aux méthodes totalitaires provienne de la méchanceté ou du délire qui les accompagnent. Nous affirmons que, lorsque les conflits économiques, sociaux et politiques ne sont pas trop aigus, la démocratie représente la meilleure forme d'Etat pour la bourgeoisie; laisser un certain jeu à toutes les concurrences et tous les antagonismes sociaux évite les explosions violentes et maintient l'illusion de l'intérêt commun. Mais lorsque l'économie et la société se trouvent dans une crise

( Suite en page 4 )

# Pour que la solidarité avec les sans-papiers ne reste pas un vain mot

Après 5 mois de lutte des sans papiers parisiens, le gouvernement Juppé, *sur instructions très fermes* de Chirac paraît-il, a donc décidé d'en finir en envoyant près de 1500 (1) CRS, pompiers, policiers en civil, pour mettre fin à l'occupation de l'Eglise St Bernard et déloger femmes, enfants, grévistes de la faim et autres. La colère et l'indignation dans de larges couches de travailleurs est à la mesure des espoirs de «négociation» qu'avait à dessein fait espérer le gouvernement et qu'avaient entretenu toutes les forces conciliatrices agglutinées autour des prolétaires africains sans-papiers.

On ne peut nier l'engagement militant des associations de soutien, ni le fait que leurs liens avec des personnalités et leur art à se faire entendre des médias aient contribué à faire connaître la lutte. Mais il doit être avant tout clair que c'est bien la ténacité des prolétaires sans-papiers, leur capacité de résistance aux intimidations et aux harcèlements policiers, à la démoralisation devant l'intransigeance d'un gouvernement qui jouait la carte du pourrissement, aux manoeuvres des faux amis prêchant au nom du «réalisme» la résignation à l'expulsion d'une partie des leurs, qui ont en fin de compte permis à la lutte de rencontrer un écho beaucoup plus large, contraignant les grands partis et syndicats à sortir de leur mutisme. Car tout ce soutien démocratique, humanitaire, de vedettes et autres personnalités, d'associations caritatives plus ou moins liées à des forces religieuses ou réformistes, avait pour conséquence inévitable de gommer le caractère prolétarien de la lutte et de la transformer en un problème relevant de la charité publique, phénomène facilité par la forme de la lutte: grève de la faim d'une partie des sans-papiers et occupation d'une église. En outre il s'accompagnait de pressions modératrices sur les sans-papiers et de l'apparition d'une série d'intermédiaires, de Messieurs bons offices censés faciliter le contact avec les autorités pour la négociation, mais qui servaient avant tout de canal aux influences gouvernementales en «adaptant» les revendications des sans-papiers à ce que le gouvernement pouvait accepter.

La mise en place du «collège des

médiateurs» a entraîné une baisse du soutien car elle laissait supposer que toute l'affaire était en train de se terminer, les médiateurs faisant courir le bruit que les sans-papiers étaient d'accord pour un examen au cas par cas des dossiers et le rejet de la régularisation pour une bonne partie d'entre eux. Ayant obtenu ce qu'il voulait avant tout (la retombée de la mobilisation), le ministère de l'Intérieur abandonna alors ses promesses (implicites ou explicites) de régulariser une partie des sans-papiers et interrompit les négociations, jugeant que l'usure aurait raison du mouvement, provoqua bien la colère des médiateurs qui clamèrent qu'ils avaient été roulés; mais seule l'intransigeance du ministre qui ne voulait plus discuter, les empêcha de continuer avec autant d'efficacité leur besogne.

## LE MOUVEMENT DES SANS-PAPIERS EST UNE LUTTE PROLÉTARIENNE, PAS UN PROBLÈME DE CHARITÉ

C'est bien parce que la question des sans-papiers est un problème prolétarien, un problème de la lutte des classes, et non une question de charité que les autorités ont fait preuve d'autant de fermeté. Comme les autres capitalismes développés, l'impérialisme français a recours à l'importation de travailleurs étrangers pour faire pression sur le niveau général des salaires, diviser la classe ouvrière et avoir à disposition une catégorie de prolétaires destinés aux travaux les plus difficiles et les moins bien payés dont les prolétaires autochtones sont épargnés car pour des

raisons de stabilité sociale il est bon que le degré d'exploitation de ceux-ci ne soit pas poussé au maximum: un certain niveau de conditions de travail, de logement, de vie en général font partie de ce qui est considéré comme le minimum vital de la part des prolétaires du pays-hôte, alors que les prolétaires étrangers, issus de pays plus pauvres, sont prêts à accepter des conditions beaucoup plus mauvaises. En outre le maintien de larges couches paysannes et petites-bourgeoises, dans le but de freiner une prolétarianisation trop rapide de la société et de diminuer ainsi le danger prolétarien, a conduit l'impérialisme français à faire davantage appel que d'autres et depuis plus longtemps à de la main d'oeuvre immigrée et à développer donc parallèlement le garde-fou du racisme et de la xénophobie. A lieu de la légende bourgeoise de la France, terre d'asile, il faut parler de la France terre d'immigration prolétarienne et de xénophobie raciste.

## LES BASES DE LA POLITIQUE BOURGEOISE DE L'IMMIGRATION

Mais l'arrêt de la croissance économique rapide après la crise de 1974-75 et l'aggravation des difficultés économiques ont provoqué la montée du chômage et la dégradation de la situation des prolétaires. Lorsqu'il y a plus de 3 millions de chômeurs (5 millions en comptant le sous-emploi sous ses diverses formes), il n'est plus besoin de faire pression sur les salaires par l'importation de travailleurs étrangers et de plus en plus de prolétaires nationaux sont prêts à prendre des «boulots d'immigrés». La bourgeoisie a alors arrêté l'immigration dès le milieu des années 70, institué des cartes de séjour renouvelables pour réguler cette fraction de la main d'oeuvre selon ses besoins (provoquant la première vague de luttes des sans-papiers), en un mot instauré le contrôle de l'immigration.

tible de supprimer l'exploitation, la misère, l'oppression et les guerres. C'est seulement ainsi qu'il pourra entraîner certaines couches petites-bourgeoises dans une vraie lutte contre le racisme, contre le fascisme et contre la domination bourgeoise en général.

## Auschwitz ou le grand alibi

*Ce qui frappe avant tout c'est l'ignoble hypocrisie de la bourgeoisie et de ses laquais, qui voudraient faire croire que ce sont le racisme et l'antisémitisme qui sont, en eux mêmes, responsables de souffrances et des massacres, et en particulier qui ont provoqué la mort de 6 millions de juifs lors de la dernière guerre. L'article que nous reproduisons met à nu les racines réelles de l'extermination des juifs, racines qu'il ne faut pas chercher dans le domaine des idées, mais dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Et il montre aussi que si l'Etat allemand a été le bourreau des juifs, tous les Etats bourgeois sont co-responsables de leur mort, sur laquelle ils versent maintenant des larmes de crocodile (extrait de l'introduction).*

Brochure «Le Prolétaire»  
N° 11 - 6 FF.

demande, les centres déterminants du grand capital se rallient au fascisme, entraînant une large majorité de bourgeois et de petits-bourgeois.

10) Nous nions que les larges fronts anti-fascistes puissent s'opposer sérieusement à la montée fasciste. Nous affirmons qu'ils empêchent en réalité une lutte anti-fasciste efficace: l'histoire et la théorie - comme la politique actuelle! - montrent que, sous prétexte de maintenir l'unité et de ne pas faire éclater le «front», on y interdit aux éléments les plus radicaux de revendiquer et de mener, ne serait-ce que dans la propagande, une lutte anti-capitaliste conséquente.

11) Nous nions avoir «renvoyé dos à dos» (comme dit Rouge) les nazis et les autres impérialismes, la démocratie et le fascisme. Nous affirmons avoir appelé et appelé à combattre les uns et les autres, sur la base des exigences immédiates et historiques propres au prolétariat et en dehors de toute alliance contre nature. Seuls des gens foncièrement défaitistes, qui ont accepté pour toujours l'exploitation et l'oppression capitalistes et voudraient seulement les rendre plus douces, peuvent ne pas voir la différence entre ces deux positions.

12) Nous affirmons que le prolétariat doit se battre résolument sur la base de ses propres positions. Qu'il doit donner une perspective positive de transformation des rapports sociaux suscep-

Après avoir mis en oeuvre une politique de régularisation pour déminer une situation qui menaçait de devenir explosive étant donné le nombre de sans-papiers (politique si peu «laxiste» en dépit de ce que prétend la droite, qu'elle a été imitée par d'autres gouvernements européens et aujourd'hui encore par le gouvernement espagnol), la gauche s'est employée au cours de ses gouvernements successifs à fermer plus sévèrement les frontières et à durcir toujours davantage son attitude contre les travailleurs étrangers et les sans-papiers, jusqu'à inventer les expulsions par charters si prisées par Debré ou à légaliser et à multiplier les «prisons clandestines pour immigrés» en les baptisant «centres de rétention administratifs». Cette politique gouvernementale de la gauche ne pouvait être une surprise: auparavant le réformisme politique et syndical avait donné de multiples exemples de son appui aux divisions entre prolétaires selon la nationalité, de l'isolement dans lequel il maintenait les luttes des immigrés, de son application de quotas racistes dans les logements dans les luttes et dans les usines sans oublier de sa diffusion inlassable des préjugés chauvins et de ses campagnes nationalistes à répétition.

Les «lois Pasqua» n'ont donc pas constitué un changement de politique, mais un simple développement - particulièrement odieux il est vrai - de la politique mise en oeuvre par tous les gouvernements bourgeois, de gauche y compris.

Qu'on ne l'oublie pas cependant: si la bourgeoisie n'entend plus faire venir en masse des travailleurs étrangers comme dans les années soixante, si elle cherche à diminuer le nombre de la population étrangère présente, elle sait pertinemment qu'un volant important de travailleurs étrangers et parmi ceux-ci des travailleurs sans droits, sans sécurité aucune, taillables et corvéables à merci par les patrons, est nécessaire au bon fonctionnement de son économie: des milliers de petites entreprises, et d'autres qui le sont moins, vivent de cette exploitation véritablement négrière de la main d'oeuvre étrangère dans le bâtiment, l'agriculture, la confection, les services, etc. Contrairement à ce qu'elle prétend la bourgeoisie n'entend donc pas faire disparaître le travail au noir et arriver à l'«immigration zéro».

Les spectaculaires mesures d'expulsion, les tapageuses déclarations de «lutte» contre les «clandestins», parfois accompagnées d'opérations policières très médiatisées, les appels à durcir toujours plus les lois, etc., ont d'autres buts. Et prétendre les expliquer par un souci électoraliste de séduire les électeurs de Le Pen - comme on l'entend répéter de tous côtés - est faire preuve de crétinisme électoral incurable: la politique anti-immigrés, suivie par les gouvernements de droite et de gauche, et dans des pays différents (voir le n° précédent de notre journal), répond à un besoin de fond de la bourgeoisie et non à des péripéties locales et momentanées du mécanisme politique de ses institutions plitiques.

Le développement d'un climat xénophobe parmi la population et avant tout parmi le prolétariat est l'objectif premier. Prenant appui sur la concurrence qui régit les rapports économiques et sociaux capitalistes et bien évidemment le marché du travail, la propagande bourgeoise désigne les prolétaires étrangers et les sans-papiers comme au moins partiellement responsables des difficultés croissantes des prolétaires indigènes. La division entre prolétaires qui en résulte ne peut qu'affaiblir les capacités de résistance et de réaction de la classe ouvrière; en même temps elle nourrit «spontanément» par-

## Auschwitz ou le grand alibi

(Suite de la page 3)

profonde, lorsque le consensus se brise et que les antagonismes éclatent violemment, le fascisme se présente comme le sauveur: il ne vise pas seulement à soumettre complètement le prolétariat, généralement déjà battu ou politiquement désorganisé et désorienté; il s'efforce aussi d'unifier et de centraliser toutes les fractions bourgeoises et petites-bourgeoises dans sa poigne, et de leur imposer, parfois contre leurs intérêts particuliers, les exigences générales du «salut national».

8) Nous nions qu'on puisse lutter contre le fascisme en réclamant le maintien d'une démocratie idéalisée, comme nous nions qu'on puisse lutter contre les monopoles en prônant la libre concurrence. Nous affirmons qu'une lutte véritable contre le fascisme exige qu'on se place sur le terrain d'une lutte véritable contre le capitalisme. Nous affirmons que même la propagande anti-fasciste ne peut se faire que sur la base d'une sérieuse propagande anti-capitaliste.

9) Nous nions que des fractions significatives de la bourgeoisie puissent lutter effectivement contre le fascisme. Nous affirmons que, si la situation le

mi les couches les plus arriérées une demande que l'Etat les défende en éliminant les étrangers. Le Pen se fait l'expression de cette demande, comme un Buchanan aux Etats Unis et d'autres ailleurs. Quand les tensions sociales s'accroissent la bourgeoisie a d'autant plus de raison de pousser à la division et de désigner un bouc-émissaire au sein même du prolétariat.

Or, la période prochaine s'annonce difficile sur le plan social pour un gouvernement qui atteint des records d'impopularité. Céder aux sans-papiers de St Bernard lui faisait courir le risque d'encourager d'autres luttes de sans-papiers un peu partout, mais aussi d'être un signe d'encouragement pour les luttes ouvrières en général. En faisant ostensiblement preuve de fermeté contre les grévistes de la faim (fait exceptionnel, la police a laissé les journalistes et les cameramen des télé assister à l'expulsion. Ce n'est pas par hasard), le gouvernement songeait surtout à tenir le front social, à montrer qu'il ne reculerait pas devant les revendications prolétariennes.

#### SABOTAGE ET DOUBLE LANGAGE DE L'OPPORTUNISME

Après avoir soigneusement maintenu la lutte isolée pendant des mois, les partis de gauche sont entrés en action quand le sentiment de sympathie et de solidarité avec celle-ci a commencé à se répandre. Hue s'est promené au milieu des grévistes et Jospin a fait une déclaration de «soutien» à la télé. En fait de soutien, il s'agissait davantage d'une perche tendue au gouvernement. Le bon

Jospin commençait en effet par réaffirmer qu'il était impossible de régulariser tout le monde et que la lutte contre les clandestins devait se poursuivre, seul étant possible un examen au cas par cas (traduire: à la tête du client) des dossiers. Il déclarait pour finir que les modalités d'application des lois Pasqua devaient être revues, façon détournée de déclarer que le PS soutenait toujours ces lois. Le PCF est plus audacieux en paroles puisqu'il réclame l'abrogation des lois Pasqua; Louis Viannet a déclaré que la lutte des sans-papiers intéressait tous les travailleurs (affirmation reprise dans le tract du Collectif Immigration de l'UD CGT de Paris). Ce langage ne doit pas faire illusion. Toute l'action du PCF a consisté, comme le PS, à quémander auprès du gouvernement une réouverture des négociations et la prise en compte des critères de régularisation mis au point par le collège des médiateurs (qui laissaient sur le carreau une partie des sans-papiers). Les nombreux participants à la manif du 18/8 ont montré ce qu'ils pensaient de ces manoeuvres en reprenant les slogans contre le traitement des dossiers au cas par cas et pour la régularisation de tous les sans-papiers.

Il est intéressant de relever que le PCF a agi comme un véritable rassembleur des forces de gauche, intégrant au passage l'extrême-gauche trotskyste dans le front des conciliateurs. Il est à l'origine d'un texte où il est dit: «(...) Il y a le risque que se produise un drame humain auquel nul ne peut rester insensible. L'image de la France pourrait en être durablement ternie. Nous

nous adressons au président de la République pour lui demander d'intervenir auprès du gouvernement afin que celui-ci reprenne immédiatement les négociations». Cet appel geignard, puant de chauvinisme et plus que timoré était présenté par le PCF comme une «démarche immédiate et efficace de nature à réunir les forces de gauche, de progrès, écologistes, les syndicats, les mouvements associatifs...» (1). Il a été signé sans modifications, non seulement par le PS, les écologistes, etc., mais par «Lutte Ouvrière» qui a déclaré «s'y associer pleinement» et par la LCR. La perspective de rassembler les «forces de progrès» vaut bien de passer sur le couplet chauvin et peu importe si c'est un rassemblement pour s'associer aux efforts des conciliateurs, saboteurs objectifs de la lutte...

L.O. d'ailleurs estime que la question des sans-papiers «n'est pas prioritaire» (c'est ce qu'elle déclarait lors de sa fête de Presles, s'attirant la verte réplique d'une sans-papiers qu'elle trahissait la lutte ouvrière) ce qui est le signe de son adaptation aux préjugés des couches de l'aristocratie ouvrière; c'est pourquoi elle refuse toujours de revendiquer l'égalité des droits pour les immigrés et n'envisage le soutien aux sans-papiers que dans une perspective humanitaire et moraliste.

\* \* \* \*

Au contraire la condition pour que la solidarité avec les sans-papiers et les travailleurs immigrés soit autre chose qu'une parole vaine, pour qu'elle ait une application concrète et efficace, est que cette solidarité s'exerce sur le ter-

rain de classe, sur le terrain de la lutte prolétarienne. Il n'y a jamais de garantie de succès a priori dans les luttes ouvrières, mais la meilleure condition est d'abord d'éviter les pièges des conciliateurs, des partisans de la collaboration entre les classes, des démocrates humanitaires et de ne compter que sur les forces prolétariennes. C'est cette capacité à s'auto-organiser, à décider seuls de la suite de leur mouvement qui a permis aux sans-papiers de St Bernard de ne pas succomber aux embrassades des faux amis, de tenir malgré tout jusqu'au moment où apparaissait au moins ponctuellement la possibilité d'une jonction avec les travailleurs «en règle» - obligeant le gouvernement à se dévoiler et à utiliser la répression brutale. C'est une leçon qui ne vaut pas seulement pour la suite de la lutte des sans-papiers, mais pour toutes les luttes ouvrières.

● Solidarité prolétarienne avec les luttes des sans-papiers! ● Régularisation de tous les sans-papiers! ● Arrêt des expulsions, Libération des sans-papiers! ● Abrogation des lois Pasqua et de toutes les législations répressives et discriminatoires! ● Egalité des droits pour les prolétaires immigrés! ● Non au contrôle de l'immigration! ● Union internationale de tous les prolétaires!

(1) La lettre de Hue accompagnant le texte du PCF est fièrement reproduite, avec la réponse positive de Laguille, dans «Lutte Ouvrière» n°1468 (23/8/96).

## Leçons toujours actuelles d'une victoire bourgeoise Il y a 60 ans, le Front Populaire faisait avorter la lutte prolétarienne

Le tournant des Fronts Populaires, adopté du jour au lendemain par les Partis Communistes stalinisés après les gesticulations creuses de la période précédente dite «ultra-gauche» caractérisée par la dénonciation du «social-fascisme», fut présentée par le stalinisme comme la géniale stratégie qui devait permettre de combattre victorieusement le fascisme, de garantir la démocratie et la paix, conditions affirmées indispensables pour pouvoir passer, dans une étape ultérieure, à la lutte pour la révolution prolétarienne. Il était en réalité la conséquence nécessaire de la recherche par l'Etat capitaliste soviétique d'alliances avec les impérialismes occidentaux en prévision de la future guerre impérialiste. Nous avons analysé ailleurs (1) en détail la signification de ce tournant sur le plan de la démolition systématique de la doctrine marxiste et des derniers restes d'indépendance du mouvement prolétarien par rapport à la bourgeoisie et son Etat. Nous ne rappellerons ici que quelques faits saillants du Front Populaire en France, véritable

#### L'ANTI-FASCISME DÉMOCRATIQUE CONTRE LA LUTTE DES CLASSES

La grande leçon qu'il faut tirer de cette douloureuse période où le prolétariat s'est mis en mouvement alors que son parti, détruit dans ses réflexes et sa substance révolutionnaire, met les «divisions» au sein de la nation sur le compte des fascistes, se portant ainsi dans le camp adverse au nom de la lutte contre le fascisme, et où les quelques militants qui ont voulu résister sur les positions marxistes sont restés pratiquement impuissants, c'est précisément qu'entre démocratie et fascisme, il n'y a pas opposition de classe, mais opposition de deux méthodes de conservation bourgeoise. Que le mouvement prolétarien ne puisse pas avoir une attitude identique vis-à-vis de l'une et de l'autre forces, c'est une évidence, en dépit du tapage intéressé qui aujourd'hui encore voudrait rendre la Gauche communiste coupable d'indistinction générale en matière politique. Mais il est impossible de définir une attitude correcte du parti et des organisations prolétariennes sans voir la convergence des deux méthodes, bien que ces deux méthodes supposent des rapports différents entre les classes et

des conditions historiques différentes. Toutes deux subordonnent la lutte des classes à l'idée de la nation et de l'Etat; l'une lie son réformisme social au mensonge parlementaire et recherche la collaboration de tous les partis, c'est-à-dire la soumission volontaire du prolétariat aux intérêts bourgeois suprêmes, l'autre lie son réformisme social à la contrainte, c'est-à-dire qu'elle doit imposer par la contrainte une collaboration entre les classes que le prolétariat refuse.

Le fondement de l'antifascisme démocratique repose sur la capacité à convaincre le prolétariat de s'en remettre à l'Etat et de renoncer à toute lutte indépendante de classe pour éviter la réaction fasciste; il s'agit en somme d'éviter le fascisme en rendant son application par la bourgeoisie inutile, de faire en quelque sorte au moins aussi bien que lui et au moindre coût pour la stabilité de l'ordre bourgeois. Le principe qui guide l'opportunisme - stalinien, social-démocrate ou autre - en matière de «défense contre le fascisme» est l'utilisation de son influence sur le prolétariat pour empêcher que ce dernier n'utilise la violence et pour lui faire croire que l'Etat bourgeois est son protecteur. Non seulement cela ne désarme jamais les fascistes, mais cela

prépare à la nouvelle Union Sacrée du prolétariat avec la bourgeoisie et son Etat, et donc à ce titre toujours encensé par tous les réformistes et tous les adversaires de la révolution prolétarienne. En mai 35 était signé un pacte entre Staline et le Président du Conseil Laval; le communiqué officiel déclarait que «M. Staline comprend et approuve pleinement la politique de défense nationale faite par la France». Le PCF prit le virage sans sourciller; il abandonna toute référence au défaitisme révolutionnaire et ressortit les drapeaux tricolores, se baptisant le «Parti de la nation française» il se lançait dans la «politique de la main tendue» non seulement aux socialistes, mais aussi aux bourgeois Radicaux et aux catholiques. C'était la mise en pratique de l'anti-fascisme démocratique: «La France libre, forte et heureuse que nous voulons ne craindra plus les menaces de Hitler qui spéculent sur les divisions entretenues et provoquées dans notre pays par les fascistes français» (L'Humanité du 6/4/36).

transforme directement l'opportunisme en défenseur de la violence étatique, y compris contre le prolétariat. Après les retrouvailles avec le Parti Socialiste et les Radicaux, «L'Humanité» avait ainsi lancé une campagne contre l'idée de détachements d'auto-défense ouvrière en la présentant comme une «provocation» et l'armement du prolétariat comme un «crime». Par la suite le gouvernement de Front Populaire promulguait des lois contre les milices privées, le port d'armes et les provocations au meurtre qui, tout en visant ostensiblement les fascistes, étaient en réalité dirigées contre les tentatives éventuelles d'armement du prolétariat. D'ailleurs ce même gouvernement non seulement refusa d'intervenir contre un meeting fasciste à Clichy en mars 37 au nom de la démocratie, mais le ministre socialiste de l'Intérieur envoya la police pour le protéger des contre-manifestants: la sauvage répression policière fit 5 morts et de nombreux blessés...

#### L'AMORTISSEMENT DE LA LUTTE OUVRIÈRE

Défenseur contre les poussées prolétariennes de la violence étatique (voire exécuteur lui-même des basses

oeuvres lorsqu'il le faut, ainsi que l'a démontré le cas espagnol), l'opportunisme politique et syndical a en réalité comme fonction essentielle de maintenir la lutte revendicative et les mouvements de la classe ouvrière dans des limites compatibles avec les exigences de la conservation bourgeoise. Et c'est ici qu'il est vraiment irremplaçable et qu'il a donné les plus grands exemples des services rendus à la bourgeoisie.

La grande grève de mai-juin 36 fut la plus grande qu'avait alors jamais connue la France: elle entraîna dans la lutte économique contre les patrons et l'Etat des millions de prolétaires, c'est-à-dire non seulement les ouvriers combattifs et même organisés, mais encore les larges masses ouvrières découvrant la lutte souvent pour la première fois, les poussant à la syndicalisation (en quelques mois le nombre de syndiqués passa de 700.000 à 5.000.000). De tels mouvements ne sont pas automatiquement révolutionnaires en eux-mêmes - contrairement à ce qu'affirma Trotsky lui-même (2) - mais la quantité d'étincelles de conscience de classe qu'ils allument constituent un énorme danger pour le statu-quo social et peuvent, avec l'action d'un véritable parti

(Suite en page 6)

## Leçons toujours actuelles d'une victoire bourgeoise Il y a 60 ans, le Front Populaire faisait avorter la lutte prolétarienne

(Suite de la page 5)

de classe, devenir un puissant levier de la lutte révolutionnaire.

Mais cette puissante grève reflua sans que les étincelles se transforment en incendie, grâce à l'action lénifiante de toutes les forces de l'opportunisme politique et syndical. Et lorsque la bourgeoisie reprit l'offensive contre les avantages économiques momentanément concédés, il s'avéra que derrière les organisations politiques et syndicales à l'apparente puissance se cachait l'inconsistance la plus totale du point de vue de la défense ouvrière: non seulement la classe ouvrière ne put trouver les forces pour résister à l'attaque, mais, impuissante, elle se laissa entraîner dans le carnage impérialiste.

Vis-à-vis du mouvement de grève il s'est agi de l'accompagner pour le contrôler, lui fixer des limites qui sont celles, sinon des intérêts des capitalistes pris en particulier, du moins de ceux du maintien de l'ordre bourgeois et donc de la classe capitaliste en général. «A la CGT, écrit ainsi un historien qui n'a rien d'un révolutionnaire, on n'a ni prévu, ni souhaité le mouvement. Mais il serait contraire aux principes les plus élémentaires de la stratégie syndicale de le désavouer; puisque les masses se sont mises en mouvement, il faut les suivre pour, peu à peu, en prendre la tête. C'est ainsi que les militants responsables procèdent vis-à-vis des mouvements qui sont nés en dehors d'eux» (3).

La vague de grève commence le 11 mai par l'occupation de l'usine d'avions Bréguet au Havre pour la réintégration d'ouvriers licenciés après avoir participé au premier mai. A la suite du succès de ce premier mouvement, les ouvriers des usines d'aviation de la région parisienne se mettent eux aussi en «grève sur le tas» le 14 mai, suivis par ceux de Toulouse le lendemain; le 28 mai la grève éclate chez Renault, entraînant plus de 30.000 ouvriers. La CGT liquide le mouvement avec des promesses dès le 30 mai. Début juin le mouvement se généralise à toute la métallurgie de la région parisienne. Les revendications sont: l'augmentation des salaires, le paiement des journées de grève, les congés payés, les contrats collectifs. Le 30 mai l'éditorial de L'Humanité répond aux journaux qui parlent d'une grève révolutionnaire: «les ouvriers parisiens, appliquant une méthode nouvelle et pacifique, font la grève sur le tas pour vaincre la mauvaise volonté et l'illégal attitude (des patrons) (...). Pas de violences! Pas de mouvements de rue! De l'ordre, une discipline admirable, pas une déprédation dans l'usine! Le drapeau tricolore fraternise sur l'usine avec le drapeau rouge. (...) Non, ni le gouvernement de demain, ni la grève d'aujourd'hui n'ont un caractère révolutionnaire!».

Le 3 juin les quotidiens du PS et du PCF publient un appel de la CGT: «résolues à maintenir le mouvement dans le cadre, la discipline et la tranquillité du début, les organisations syndicales s'affirment prêtes à y mettre un terme dès l'instant et partout où les justes revendications ouvrières seront satisfaites». Le 4 juin le syndicat de la métallurgie lance un appel où il affirme son respect pour la propriété privée, condamnant implicitement donc les occupations. Mais malgré tous les efforts des bonzes syndicaux, la bourgeoisie juge la situation menaçante et elle contraint Blum à constituer immédiatement le gouvernement de Front

Populaire bien que le délai légal ne soit pas encore écoulé (4). Le 5 juin L'Humanité publie un communiqué du Bureau Politique du PCF recommandant aux ouvriers de maintenir l'ordre et la discipline à tout prix sous le titre «Dans l'ordre pour le pain». A midi Blum annonce que son gouvernement déposera des projets de loi pour les revendications au programme du Front Populaire et il demande aux travailleurs «de s'en remettre à la loi pour celles de leurs revendications qui doivent être réglées par la loi, de poursuivre les autres dans le calme, la dignité et la discipline». Le nombre des grévistes est estimé à plus de 500.000 après l'entrée en lutte des mineurs du Nord qui occupent les puits, des travailleurs des messageries Hachette et de nombreuses imprimeries qui empêchent la publication et la distribution des quotidiens bourgeois, etc. Samedi le ministre de l'intérieur socialiste se répand en déclarations sur le maintien de l'ordre, tandis que la une de L'Humanité porte la manchette: «L'Ordre assurera le succès!». Les travailleurs du Bâtiment décident la grève générale pour le lundi suivant et la contagion de la grève menace de s'étendre aux cheminots, aux PTT et dans les services publics. Le dimanche une édition spéciale de «L'Humanité» porte la manchette inquiète: «Il faut faire vite!». La grève s'étend en province et peut acquiescer des proportions imprévisibles. A l'issue de négociations rapides entre patronat et syndicats un accord est signé à Matignon dans la soirée du dimanche et le lundi «L'Humanité» titre: «La victoire est acquise!» et elle écrit: «Communistes, nous saluons avec enthousiasme cette victoire de l'unité syndicale, ce triomphe de la réconciliation des masses françaises laborieuses». Mais la reprise du travail est dure à amorcer et le mouvement s'étend encore dans le Nord au début de la semaine, provoquant la remarque de l'éditorialiste de L'Humanité (8/6): «Nous sommes placés les uns et les autres devant le fait de la grève. Elle s'étend», tandis qu'en pages intérieures est publié un discours du Secrétaire Général du PCF Maurice Thorez appelant les travailleurs à la «discipline et au calme» et dénonçant «les manoeuvres des réactionnaires qui tentent de glisser leurs excitateurs dans le mouvement pour en dénaturer le but». En région parisienne, au cours de deux réunions successives, les 9 et 11 juin les délégués des métallurgistes, en dépit des efforts conciliateurs de dirigeants syndicaux stalinien, jugent les résultats insuffisants et décident de poursuivre la grève (5). Le ministre de l'Intérieur agite le spectre de «provocateurs armés» et menace de recourir aux forces de police pour maintenir l'ordre. Le mouvement gréviste commence à s'essouffler; le 11 juin 270.000 grévistes reprennent le travail dans le Nord et la reprise s'accroît. Le 12 juin l'Union des Syndicats de la Seine publie un communiqué pour interdire l'accès des entreprises aux personnes non munies d'un mandat syndical, tandis que le gouvernement interdit l'hebdomadaire trotskyste «La Lutte Ouvrière». Le même jour «L'Humanité» publie un discours de Thorez où se trouve sa fameuse déclaration qui se passe de tout commentaire: «Il faut savoir terminer une grève. Il faut même consentir au compromis afin de ne perdre aucune force et notamment de pas faciliter les campagnes d'effolement et de panique de la réaction». Le mouvement de reprise s'accroît et le lundi 15 juin seuls restent en grève dans la région pari-

sienne les grands magasins et les compagnies d'assurance; le mouvement gréviste est pour l'essentiel liquidé. En tout on aura compté près de deux millions de grévistes, chiffre sans précédent.

Les «militants responsables» ont donc pu contrôler le mouvement et même à le faire se terminer, au prix des accords de Matignon et leurs prolongements au niveau des branches et des entreprises; c'est-à-dire qu'au prix de la promesse de la semaine de 40 heures et des congés payés, au prix des contrats collectifs et d'une augmentation des salaires allant de 10 à 20%, le gouvernement n'a eu à concrétiser sa menace de lancer les gardes mobiles contre les ouvriers occupant les usines que pour hâter le reflux d'un mouvement qui n'avait pas réellement dépassé les frontières fixées - même si les travailleurs se firent tirer l'oreille: des mouvements de grève eurent lieu dans de nombreuses entreprises pendant encore tout le mois de juin et en juillet, puis après la pause du mois d'août avec les premiers congés payés, toute une série d'occupations d'usines reprit en septembre, en général pour protester contre le non respect par les patrons des accords de Matignon.

Cependant, dans l'illusion donnée par la victoire électorale du Front Populaire l'état d'esprit général est davantage à la fête qu'à une veillée d'armes révolutionnaire, témoignant d'un contraste saisissant entre les moyens de lutte spontanément adoptés par les grévistes, la force potentielle de ce gigantesque mouvement et la conscience qu'en ont les prolétaires. Bien entendu stalinien et sociaux-démocrates ont fait tous leurs efforts pour contenir le mouvement dans les limites pacifiques et alimenter le sentiment d'unité patriotique. Le Manifeste de son VIIIe Congrès (janvier 36) intitulé «Pour le salut du peuple français» est ainsi rempli d'écœurantes tirades chauvines: «Le PCF est le parti de l'union de la nation française (...). La nation française c'est le peuple admirable de notre pays, au coeur généreux, à la fière indépendance et au courage indomptable. Peuple français, c'est pour ton salut que nous te convions à l'union». Pendant les grèves les militants réformistes, essentiellement stalinien, et les comités de Front Populaire qui organisent le ravitaillement des usines occupées s'emploient à canaliser un mouvement qui est né en dehors d'eux - et qu'il serait impossible d'arrêter - dénonçant les provocations et accentuant le sentiment d'unanimité: «L'Humanité» écrira que «ceux qui sortent de la légalité ce sont les patrons, les agents de Hitler qui ne veulent pas la réconciliation des français et poussent les ouvriers à faire la grève», alors que «notre action pour la "réconciliation française" contre les "200 familles" trouve un appui même parmi ceux qui, jusqu'ici, étaient partisans des Croix de feu (la principale organisation fasciste à cette époque - NdlR). Les efforts de notre parti sur ce point, résumés par notre politique de la main tendue sont bien connus» (6).

Il n'est donc pas étonnant que la contre-offensive bourgeoise qui s'est ébranlée dès la fin de la grève, s'est effectuée sous l'égide du Front Populaire: c'est ainsi que dès l'automne, Blum proclamait la «pause» sociale, tandis qu'il dévaluait la monnaie de 30 à 35 % et tentait de mettre en place une législation anti-grève; c'est aussi des rangs du Parti Socialiste lui-même que partirent les appels pour en finir avec les 40 heures sous prétexte de faire face au danger allemand; enfin les mouvements de grève pourtant forts mais isolés en décembre 37 à Goodrich furent vivement dénoncés par les stalinien. La répression contre les travailleurs

colonisés reprend, si elle avait jamais cessé: l'organisation de travailleurs algériens «L'Etoile Nord Africaine» est dissoute pour cause de propagande «séparatiste», les militants syndicaux vietnamiens sont emprisonnés après la vague de grève qui a secoué le pays, 15 mineurs tunisiens sont massacrés lors d'une grève en mars 37, etc.

Et lorsque l'action gouvernementale des PS et PCF ne fut plus jugée primordiale par la bourgeoisie, un nouveau gouvernement dirigé par les Radicaux (mais comprenant toujours des ministres socialistes et où Blum est Vice-Président du Conseil) est mis en place qui revient par des décrets-loi sur les principales conquêtes de juin 36. Le 12 novembre 1938, le gouvernement décide la fin des 40 heures et de la semaine de 5 jours. Les dirigeants stalinien et sociaux-démocrates de la CGT hésitèrent longtemps à réagir pour ne pas compromettre la «défense nationale», et lorsqu'ils se décidèrent enfin à contre-cœur, au vu d'une grève à Renault, à lancer un appel à une grève générale, en l'annonçant longtemps à l'avance, elle donna toute possibilité au gouvernement de la saboter par ses menaces de sanction, par la mobilisation policière, tandis que de leur côté les syndicats ne faisaient rien: ni réunions préparatoires, ni permanences de grève, ni directives, ni mots d'ordre, aucune préparation technique, certaines structures syndicales s'opposant même ouvertement au mot d'ordre de grève (6). En conséquence cette grève fut un échec complet, les patrons en profitant pour licencier de nombreux militants, tandis que la démoralisation et la passivité s'accroissaient énormément dans la classe ouvrière face aux attaques bourgeoises.

La méthode démocratique, collaborationniste et réformiste avait réussi à faire disparaître toutes les potentialités prolétariennes révélées lors du grand

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ LA  
PRESSE INTERNATIONALE DU  
PARTI !

«le prolétaire»  
«programme communiste»  
«il comunista»  
«el programa comunista»

ABONNEZ-VOUS, REABONNEZ-  
VOUS, SOUSCRIVEZ !

IL COMUNISTA  
(Bimestriale)

No 51 - Agosto 1996

-Fincantieri: come un'azienda a partecipazione statale diventa appetibile in vista delle privatizzazioni. Obiettivi padronali e condizioni proletarie.

-Morbo della mucca pazza: è il capitalismo che bisogna abbattere!

-Federalismo, secessione, repubblica fondata sul lavoro: è sempre la via borghese alla conservazione del dominio del capitale sul lavoro salariato

-Questioni storiche dell'Internazionale comunista (III).

-Terrorismo e comunismo (III).

-Alto Adige o sud Tirolo ?

-La libertà nazionali non solo sono oppio per il proletario, ma fabbriche di oppressioni nazionali, in un ciclo senza fine.

-Assalto al treno del mais nel Messico della fame

-Sudafrica: pendolari morti perché qualcuno non pagava il biglietto

-Il Vaticano e lo spirito ... d'Impresa.

mouvement deux ans plus tôt et à plier la classe ouvrière aux intérêts capitalistes. La voie était libre pour l'enrôlement de cette dernière dans la bouche du conflit mondial. Quant au parlement issu de la victoire électorale antifasciste historique de mai 36, son dernier acte fut... de voter les pleins pouvoirs au fasciste Pétain.

(1) Cf «*Le tournant des Fronts Populaires ou la capitulation du stalinisme devant l'ordre établi*», Programme Communiste n° 72 et 73.

(2) Son éditorial dans le n° de «*La lutte Ouvrière*» saisi le 12 juin s'intitulait: «*La révolution française a commencé*» - ce que les camarades de notre courant appelaient des déclamations littéraires (cf «*Bilan*» n°32). Trotsky fut

bien obligé de reconnaître par la suite la réalité: «*La montée ouvrière en France s'est réalisée à un niveau très bas, très primitif politiquement, sous la direction du Front Populaire. Toute la période du Front Populaire a été une sorte de caricature de notre révolution de Février. C'est une honte pour la France qui traversait voici 150 ans la plus grande révolution bourgeoise du monde, que son mouvement ouvrier ait eu à passer par une caricature de la révolution russe*» (c'est-à-dire de la révolution bourgeoise russe de Février). Interview d'avril 1939. Cf Wrotsky, «*Le mouvement communiste en France*», p.636.

(3) cf G. Lefranc, «*Histoire du Front Populaire*», p.145.

(4) Blum dira lors de son procès devant le tribunal pétainiste: «*A ce*

*moment, dans la bourgeoisie et en particulier dans le monde patronal, on me considérait, on m'attendait, on m'espérait comme le sauveur. Les circonstances étaient si angoissantes, on était si près de quelque chose qui rassemblerait à la guerre civile qu'on n'espérait plus que dans (...) l'arrivée au pouvoir d'un homme auquel on attribuait sur la classe ouvrière un pouvoir suffisant de persuasion pour qu'il lui fit entendre raison et qu'il la décidât à ne pas user, à ne pas abuser de sa force*». cf M. Ribet, «*Le procès de Riom*».

(5) cf D. Guérin «*Front populaire, révolution manquée*», p.122. L'Humanité trouve le titre suivant pour sa une: «*Pour la reprise du travail, les grévistes discutent les termes du contrat collectif*». Toute la semaine les unes de

l'Humanité broderont sur le même thème de la reprise du travail imminente, attaquant l'«*intransigeance patronale*» qui prolonge les conflits. Le samedi 13, sous le slogan «*Le Parti Communiste, c'est l'ordre!*», elle titrait encore: «*Les grévistes victorieux et enthousiastes s'apprentent à reprendre le travail*».

(6) cf «*L'Internationale Communiste*» n°7, juillet 36, p.802. Enivré par le succès de son entreprise, le PCF proposera en août 36 de transformer le Front Populaire en Front Français, d'où ne serait exclu que les «*200 familles*». Mais on lui fera comprendre que ce serait-là sortir de son rôle de contrôle de la classe ouvrière. cf Riviale et alii, «*La légende de la Gauche au pouvoir*», p. 70-71.

(7) cf D. Guérin, op. cit., p. 222.

## En marge du centenaire de la mort d'Engels: Pour la défense du marxisme! (4)

Le nom d'Engels reste particulièrement lié à l'explication et à la défense de la conception matérialiste et dialectique de l'histoire. Sans négliger de combattre radicalement les conceptions idéalistes traditionnelles, qu'elles soient déistes ou non, il s'est employé à réfuter les conceptions matérialistes vulgaires, mécanistes, de l'évolution historique, d'autant plus lorsque celles-ci essayaient de se faire passer pour marxistes. Ces conceptions allaient trouver un terrain favorable dans l'ambiance des milieux sociaux-démocrates dans la mesure où elles fournissaient une justification théorique à une pratique de plus en plus bornée à l'action quotidienne pour des réformes et qui renvoyait le but final révolutionnaire à un futur indéterminé. Si seule compte l'infrastructure économique, alors à quel bon la lutte politique, à quel bon la lutte pour la dictature politique du prolétariat - comme le dit Engels? Dans les lettres que nous publions, Engels rappelle toujours que si le processus économique est déterminant - parce qu'il est matérialiste, le marxisme est étranger au volontarisme qui s' imagine pouvoir faire abstraction des conditions objectives -, il existe toute une série de facteurs relevant de sphères distinctes et sans doute subordonnées en dernière analyse à ce processus, mais qui n'en n'ont pas moins des conséquences importantes, voire décisives à certains moments.

### RÔLE DES RAPPORTS ÉCONOMIQUES

D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi, n'avons jamais affirmé davantage. Si quelqu'un dénature cette position en ce sens que le facteur économique est le seul déterminant, il le transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure: les formes politiques de la lutte de classe et ses résultats - les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc. - les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a interaction de tous ces facteurs au sein de laquelle le mouvement économique finit par se frayer un chemin comme une nécessité, au travers d'une infinie multitude de contingences (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison interne entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais tout d'abord, avec des

Dans le premier extrait, Engels répond à la question suivante, posée par son jeune correspondant: selon la conception matérialiste de l'histoire les rapports économiques sont-ils le seul facteur déterminant, ou ne représentent-ils pas plutôt en quelque sorte la base de tous les autres rapports, qui donc peuvent également exercer aussi une influence? La deuxième lettre est une réponse à Conrad Schmidt - futur partisan du révisionisme - qui demandait à Engels de critiquer un livre de P. Barth où était affirmé que des facteurs non économiques (en particulier politiques) pouvaient exercer une influence sur la base économique. Schmidt estimait que si c'était le cas «*la conception marxiste de l'histoire serait intenable. L'économie ne serait plus l'unique facteur moteur; d'autres processus indépendants, ne découlant pas de celle-ci, influeraient sur le cours de l'évolution économique, alors que chez Marx c'est précisément l'autonomie de tels processus qui est niée, en la présentant comme une illusion*». Enfin la dernière réponse d'Engels va à W. Borgius qui lui demandait de préciser la notion de «*rapports économiques*» et en particulier d'indiquer si les déterminations matérielles sont l'unique facteur de développement des sociétés ou si le facteur individuel, ou même de race, possédait sa propre action indépendante de celles-là sur le cours de l'histoire.

prémises et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif. Ce sont des causes historiques et, en dernière instance, économiques, qui ont formé l'Etat prussien et qui ont continué à le développer. Mais on pourra difficilement prétendre sans pédanterie que, parmi les nombreux petits Etats de l'Allemagne du Nord, c'était précisément le Brandebourg qui était destiné par la nécessité économique et non par d'autres facteurs encore (avant tout par cette circonstance que, grâce à la possession de la Prusse, le Brandebourg, était entraîné dans les affaires polonaises et par elles impliqué dans les relations politiques internationales qui sont décisives également dans la formation de la puissance de la Maison d'Autriche) à devenir la grande puissance où s'est incarnée la différence dans l'économie, dans la langue et aussi, depuis la Réforme, dans la religion entre le Nord et le Sud. On parviendra difficilement à expliquer économiquement, sans se rendre ridicule, l'existence de chaque petit Etat allemand du passé et du présent ou encore l'origine de la mutation consonantique du haut-allemand qui a élargi la ligne de partage géographique constituée par les chaînes de montagnes des Sudètes jusqu'au Taurus, jusqu'à en faire une véritable faille traversant toute l'Allemagne.

Mais deuxièmement l'histoire se fait de telle façon que le résultat final se dégage toujours des conflits d'un grand nombre de volontés individuelles, dont chacune à son tour est faite telle qu'elle

est par une foule de conditions particulières d'existence; il y a donc là d'innombrables forces qui se contrecarrent mutuellement, un groupe infini de parallélogrammes de forces, d'où ressort une résultante - l'événement historique - qui peut être regardée elle-même, à son tour, comme le produit d'une force agissant comme un tout, de façon inconsciente et aveugle. Car ce que veut chaque individu est empêché par chaque autre et ce qui s'en dégage est quelque chose que personne n'a voulu; C'est ainsi que l'histoire jusqu'à nos jours se déroule à la façon d'un processus de la nature et est soumise aussi, en substance, aux mêmes lois de mouvement. Mais de ce que les diverses volontés - dont chacune désire ce à quoi la poussent sa constitution physique et les circonstances extérieures, économiques en dernière instance (ou ses propres circonstances personnelles ou les circonstances sociales générales) -, ces volontés n'arrivent pas à ce qu'elles veulent, mais se fondent en une moyenne générale, en une résultante commune, on n'a pas le droit de conclure qu'elles sont égales à zéro. Au contraire, chacune contribue à la résultante, et à ce titre, est incluse en elle.

Je voudrais, en outre, vous prier d'étudier cette théorie aux sources originales et non point de seconde main, c'est vraiment beaucoup plus facile. Marx a rarement écrit quelque chose où elle ne joue son rôle. Mais, en particulier, *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* est un exemple tout à fait excellent de son application. Dans *Le Capital*, on y renvoie souvent. Ensuite, je me permets de vous renvoyer également à mes ouvrages: *M. Eugen Dühring bouleverse la science* et *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classi-*

que allemande, où j'ai donné l'exposé le plus détaillé du matérialisme historique qui existe à ma connaissance.

C'est Marx et moi-même, partiellement, qui devons porter la responsabilité du fait que, parfois, les jeunes donnent plus de poids qu'il ne lui est dû au côté économique. Face à nos adversaires, il nous fallait souligner le principe essentiel nié par eux, et alors nous ne trouvions pas toujours le temps, le lieu, ni l'occasion de donner leur place aux autres facteurs qui participent à l'action réciproque. Mais dès qu'il s'agissait de présenter une tranche d'histoire, c'est-à-dire de passer à l'application pratique, la chose changeait et il n'y avait pas d'erreur possible. Mais malheureusement, il n'arrive que trop fréquemment que l'on croit avoir parfaitement compris une nouvelle théorie et pouvoir la manier sans difficultés, dès qu'on s'en est approprié les principes essentiels, et cela n'est pas toujours exact. Je ne puis tenir quitte de ce reproche plus d'un de nos récents «*marxistes*», et il faut dire aussi qu'on a fait des choses singulières. (...)

(Lettre à Joseph Bloch, 21-22/9/90)

### FACTEURS ÉCONOMIQUES ET FACTEURS NON-ÉCONOMIQUES

(...) Zurich n'est jamais qu'un marché monétaire et de spéculations de troisième ordre et, en conséquence, les impressions que l'on y a sont affaiblies ou même falsifiées consciemment pour avoir été réfractées deux ou trois fois. Mais vous y ferez connaissance pratiquement avec le mécanisme et vous serez obligés de suivre les cours de bourse de première main de Londres, New York, Paris, Berlin, Vienne et du coup le marché mondial s'éclairera pour vous, sous l'aspect du marché monétaire et du marché des valeurs, qui en sont le reflet. Il en va des reflets économiques comme des reflets dans l'oeil humain, ils traversent une lentille convexe et par conséquent prennent forme à l'envers, les pieds en l'air. La seule différence est qu'il manque un système nerveux qui les remette sur leurs pieds dans la représentation qu'on en a. L'homme du marché mondial ne voit les fluctuations de l'industrie et du marché mondial que sous la forme du reflet inversé du marché monétaire et du marché des valeurs et alors l'effet devient la cause, dans son esprit. Cela, je l'ai déjà vu à Manchester dans les années 40: pour comprendre la marche de l'industrie, avec ses minima et ses maxima périodiques, les cours de la bourse de Londres étaient absolument inutilisables.

(Suite en page 8)

## En marge du centenaire de la mort d'Engels

(Suite de la page 7)

bles parce que ces messieurs voulaient tout expliquer par les crises du marché de l'argent, qui n'étaient pourtant elles-mêmes, la plupart du temps, que des symptômes. Il s'agissait alors de démontrer que la naissance des crises industrielles n'avait rien à voir avec une surproduction temporaire et la chose avait donc en outre un caractère tendancieux, qui incitait à la falsification. Aujourd'hui, cet élément disparaît - pour nous au moins, une fois pour toutes - et en outre c'est un fait que le marché de l'argent peut avoir aussi ses propres crises, pour lesquelles des perturbations se produisant directement dans l'industrie ne jouent qu'un rôle subordonné ou ne jouent aucun rôle; dans ce domaine, il reste encore beaucoup de choses à établir et à étudier, en particulier aussi en ce qui concerne l'histoire des vingt dernières années.

Où il y a division du travail à l'échelle sociale, il y a aussi indépendance des travaux partiels les uns par rapport aux autres. La production est le facteur décisif, en dernière instance. Mais en même temps que le commerce des produits devient indépendant de la production proprement dite, il obéit à son propre mouvement que domine certes, en gros, le processus de production mais qui, dans le détail, et à l'intérieur de cette dépendance générale, n'en obéit pas moins à ses propres lois qui ont leur origine dans la nature de ce facteur nouveau. Il possède ses propres phases et réagit de son côté sur le processus de production. La découverte de l'Amérique était due à la soif d'or qui avait déjà poussé auparavant les Portugais vers l'Afrique (...), parce que l'industrie européenne, si puissamment développée aux XIVe et XVe siècles, et le commerce correspondant, exigeaient de nouveaux moyens d'échange que l'Allemagne - le grand pays producteur d'argent métal de 1450 à 1550 - ne pouvait livrer. La conquête de l'Inde par les Portugais, les Hollandais, les Anglais de 1500 à 1800 avait pour but les importations en provenance de l'Inde, personne ne pensait à des exportations vers ce pays. Et pourtant quelle action colossale en retour ont eue sur l'industrie ces découvertes et ces conquêtes, nées des seuls intérêts commerciaux - ce sont les besoins de l'exportation en direction de ces pays qui ont créé et développé la grande industrie.

Il en est de même du marché des valeurs. En même temps que le commerce des valeurs se détache du commerce des marchandises, le commerce de l'argent - sous certaines conditions posées par la production et le commerce des marchandises et à l'intérieur de ces limites - a sa propre évolution, obéit à des lois particulières, définies par sa propre nature, et connaît des phases particulières. S'il s'y ajoute encore qu'au cours de cette évolution nouvelle le commerce de l'argent s'élargit en commerce des titres, que ces titres ne sont pas seulement des bons d'Etat mais aussi des actions de sociétés industrielles et de transport, qu'en somme le commerce de l'argent acquiert un pouvoir direct sur une partie de la production (laquelle en gros le domine), on comprend que l'action en retour du commerce de l'argent sur la production devient encore plus forte et plus compliquée. Ceux qui font commerce de l'argent sont propriétaires des chemins de fer, des mines, des usines sidérurgiques, etc. Ces moyens de production acquièrent un double visage:

leur exploitation doit se conformer tantôt aux intérêts de la production directe, mais tantôt aussi aux besoins des actionnaires dans la mesure où ce sont des banquiers. Voici l'exemple le plus frappant: l'exploitation des chemins de fer de l'Amérique du Nord dépend totalement des opérations boursières que font à tel moment Jay Gould, Vanderbilt, etc., lesquelles opérations sont parfaitement étrangères aux chemins de fer en particulier et à ce qui leur est utile en tant que moyen de communication. Ici même, en Angleterre, nous avons vu, durant des dizaines d'années, différentes sociétés de chemin de fer lutter entre elles pour la possession de régions où elles touchaient l'une à l'autre; au cours de ces luttes, des sommes énormes étaient dépensées, non dans l'intérêt de la production et du transport, mais uniquement à cause d'une rivalité qui, la plupart du temps, n'avait d'autre but que de permettre des opérations boursières de la part des banquiers possédant des actions.

Par ces quelques considérations sur ma conception des rapports de la production avec le commerce des marchandises et de celles-ci avec le commerce de l'argent, j'ai au fond déjà répondu du même coup à vos questions concernant le «matérialisme historique» en général. C'est du point de vue de la division du travail que la chose se conçoit le plus facilement. La société crée certaines fonctions communes dont elle ne peut se dispenser. Les gens qui y sont nommés constituent une nouvelle branche de la division du travail au sein de la société. Ils acquièrent ainsi des intérêts particuliers, envers leurs mandataires également, ils se rendent indépendants à leur égard, etc. voilà l'Etat. Et les choses vont évoluer comme pour le commerce des marchandises et, plus tard, le commerce de l'argent; la nouvelle force indépendante doit bien suivre dans l'ensemble le mouvement de la production, mais, en vertu de l'indépendance relative qui lui est inhérente, c'est-à-dire qui lui a été conférée et qui continue à se développer progressivement, elle réagit aussi à son tour sur les conditions et la marche de la production. Il y a action réciproque des deux forces inégales, du mouvement économique d'un côté, et, de l'autre, de la nouvelle puissance politique qui aspire à la plus grande indépendance possible et qui, une fois constituée, est douée, elle aussi, d'un mouvement propre; le mouvement économique s'impose bien en gros, mais il est obligé, lui aussi, de subir le contre-coup du mouvement du pouvoir d'Etat d'un côté, de l'autre, de l'opposition qui s'est formée en même temps que lui. De même que, sur le marché de l'argent, le mouvement du marché industriel se reflète en gros, et sous les réserves indiquées plus haut, et naturellement à l'envers, de même, dans la lutte entre le gouvernement et l'opposition, se reflète la lutte des classes qui existaient et se combattaient déjà auparavant, mais elle se reflète également à l'envers, non plus directement, non pas comme un lutte de classes, mais comme un lutte pour des principes politiques, et tellement à l'envers qu'il a fallu des millénaires pour que nous en découvriions le secret.

La répercussion du pouvoir d'Etat sur le développement économique peut être de trois sortes: elle peut agir dans la même direction, alors tout marche plus vite, elle peut agir en sens inverse du développement économique, et de nos jours, chez tous les grands peuples,

elle fait alors fiasco à la longue, ou encore, elle peut fermer au développement économique certaines voies et lui en prescrire d'autres - ce cas se ramenant finalement à l'un des deux précédents. Mais il est clair que dans le deuxième et troisième cas, le pouvoir politique peut causer un grand dommage au développement économique et produire un gaspillage massif de force et de matière.

A cela s'ajoute encore le cas de la conquête et de la destruction brutale de ressources économiques où, dans certaines circonstances, tout un développement économique local et national a pu jadis disparaître. Aujourd'hui, ce cas a le plus souvent des effets contraires, du moins chez les grands peuples: du point de vue économique, politique et moral, le vaincu gagne, à la longue, parfois plus que le vainqueur.

Il en va de même du droit: dès que la nouvelle division du travail devient nécessaire et crée les juristes professionnels, s'ouvre à son tour un domaine nouveau, indépendant qui, tout en étant dépendant d'une façon générale de la production et du commerce, n'en possède pas moins, lui aussi, une capacité particulière de réagir sur ces domaines. Dans un Etat moderne, il faut non seulement que le droit corresponde à la situation économique générale et soit son expression, mais qu'il possède aussi sa cohérence interne et ne porte pas en lui sa condamnation du fait de ses contradictions internes. Et le prix de cette création, c'est que la fidélité du reflet des rapports économiques s'évanouit de plus en plus. Et cela d'autant plus qu'il arrive plus rarement qu'un code soit l'expression brutale, intransigeante, authentique de la domination d'une classe: la chose elle-même n'irait-elle pas à l'encontre de la «notion de droit»? La notion de droit pure, consécutive, de la bourgeoisie révolutionnaire de 1792 à 1796 est déjà faussée, comme nous le savons, en de nombreux endroits dans le code Napoléon, et, pour autant qu'elle s'y incarne, elle est obligée de subir journellement toutes sortes d'atténuations, par suite de la puissance croissante du prolétariat. Ce qui n'empêche pas le code Napoléon d'être le code qui sert de base à toutes les codifications nouvelles dans toutes les parties du monde. C'est ainsi que le «développement du droit» ne consiste en grande partie qu'à essayer tout d'abord d'éliminer les contradictions, résultant de la traduction directe de rapports économiques en principes juridiques, en tentant d'établir un système juridique harmonieux, pour constater ensuite que l'influence et la pression du développement économique ultérieur ne cessent de faire éclater ce système et l'impliquent dans de nouvelles contradictions (je ne parle ici, pour commencer, que du droit civil).

Le reflet des rapports économiques sous forme de principes juridiques a nécessairement aussi pour résultat de mettre les choses la tête en bas: cela se produit, sans que ceux qui agissent en aient conscience; le juriste s'imagine qu'il opère par propositions *a priori*, alors que ce ne sont pourtant que des reflets économiques - et c'est pourquoi tout est mis la tête en bas. Et le fait que ce renversement qui, tant qu'on ne le reconnaît pas, constitue ce que nous appelons un point de vue idéologique, réagit à son tour sur la base économique et peut la modifier, dans certaines limites, me paraît être l'évidence même. La base du droit successoral, en supposant l'égalité du stade de développement de la famille, est une base économique. Néanmoins il sera difficile de démontrer qu'en Angleterre, par exemple, la liberté absolue de tester, et en France sa grande limitation, n'ont, dans toutes leurs particularités, que des causes éco-

nomiques. Mais toutes deux réagissent de manière très importante sur l'économie, parce qu'elles influencent la répartition de la fortune.

En ce qui concerne les domaines idéologiques qui planent plus haut encore dans les airs: la religion, la philosophie, etc., celles-ci sont composées d'un reliquat - remontant à la préhistoire et que la période historique a recueilli - de ce que nous appellerions aujourd'hui: imbécillité. A la base de ces diverses représentations fausses de la nature, de la nature de l'homme lui-même, des esprits, des puissances magiques, etc., il n'y a le plus souvent qu'un élément économique négatif; le faible développement économique de la période préhistorique a comme complément, mais aussi ça et là pour condition et même pour cause, les représentations fausses de la nature. Et bien que le besoin économique ait été le ressort principal du progrès dans la connaissance de la nature et qu'il le soit devenu de plus en plus, ce n'en serait pas moins du pédantisme de vouloir chercher des causes économiques à toutes ces absurdités primitives. L'histoire des sciences est l'histoire de l'élimination progressive de ces absurdités, ou bien encore leur remplacement par une imbécillité nouvelle, mais de moins en moins absurde. Les gens qui s'en chargent font partie à leur tour de sphères particulières de la division du travail et ils s'imaginent qu'ils travaillent sur un terrain indépendant. Et dans la mesure où ils constituent un groupe indépendant au sein de la division sociale du travail, leurs productions, y compris leurs erreurs, réagissent sur tout le développement social, même sur le développement économique. C'est en philosophie, par exemple, qu'on peut le plus facilement le prouver pour la période bourgeoise. Hobbes fut le premier matérialiste moderne (dans le sens du XVIIIe siècle), mais il fut un partisan de l'absolutisme à l'époque où la monarchie absolue fleurissait dans toute l'Europe et engageait en Angleterre la lutte contre le peuple. Locke a été, en religion comme en politique, le fils du compromis de classe de 1688. Les déistes anglais et leurs successeurs plus conséquents, les matérialistes français, furent les philosophes authentiques de la bourgeoisie; les Français furent même ceux de la révolution bourgeoise. Dans la philosophie allemande qui va de Kant à Hegel, on voit passer le philistin allemand, de façon tantôt positive, tantôt négative. Mais en tant que domaine déterminé de la division du travail, la philosophie de chaque époque suppose une somme déterminée d'idées qui lui ont été transmises par les penseurs qui l'ont précédée et dont elle part. Et c'est pourquoi il arrive que des pays économiquement retardataires peuvent pourtant tenir le premier violon en philosophie: la France au XVIIIe siècle par rapport à l'Angleterre dont la philosophie servait de base aux Français, et plus tard l'Allemagne par rapport à l'une et l'autre. Mais en France comme en Allemagne, la philosophie, tout comme l'épanouissement littéraire général de cette époque, fut, elle aussi, le résultat d'un essor économique. La suprématie finale du développement économique, dans ces domaines également, est pour moi chose assurée mais elle se produit dans le cadre de conditions que le secteur en question prescrit lui-même: en philosophie, par exemple, par l'effet d'influences économiques (qui n'agissent le plus souvent à leur tour que sous leur déguisement politique, etc.) sur la matière philosophique existante, transmise par les prédécesseurs. L'économie ne crée rien ici de neuf, mais elle détermine le type de modification et de développement de la matière intellectuelle



existante, et encore elle fait cela le plus souvent indirectement: ce sont les reflets politiques, juridiques et moraux qui exercent la plus grande action directe sur la philosophie.

Sur la religion, j'ai dit l'indispensable dans mon dernier chapitre sur Feuerbach.

Donc lorsque Barth prétend que nous aurions nié toute réaction des reflets politiques, etc., du mouvement économique sur ce mouvement même, il ne fait que se battre contre des moulins à vent. Il n'a qu'à regarder *Le 18 Brumaire* de Marx où il est presque uniquement question du rôle particulier joué par les luttes et événements politiques, naturellement dans la limite de leur dépendance générale des conditions économiques. Ou dans *Le Capital*, par exemple la section sur la journée de travail, où la législation qui est bien un acte politique, a une action si profonde. ou encore, le chapitre sur l'histoire de la bourgeoisie (le 24e chapitre). Ou encore, pourquoi luttons nous donc pour la dictature politique, du prolétariat si le pouvoir politique est économiquement impuissant? La violence (c'est-à-dire le pouvoir d'Etat) est, elle aussi, une puissance économique!

(...) Ce qui manque à tous ces Messieurs, c'est la dialectique. Ils ne voient toujours ici que la cause, là, que l'effet. Que c'est une abstraction vide, que dans le monde réel pareils antagonismes polaires métaphysiques n'existent que dans les crises, mais que tout le grand déroulement des choses se produit sous la forme d'action et de réaction de forces, très inégales sans doute - dont le mouvement économique est de beaucoup la force la plus puissante, la plus originelle, la plus décisive - qu'il n'y ait rien ici d'absolu, que tout est relatif, tout cela, que voulez-vous ils ne le voient pas; pour eux Hegel n'a pas existé.

(...) (Lettre à Conrad Schmidt, 27/10/90).

## LES RAPPORTS ÉCONOMIQUES

(...)1. Par les rapports économiques que nous regardons comme la base déterminante de l'histoire de la société, nous entendons la manière dont les hommes d'une certaine société produi-

sent leurs moyens d'existence et échangent entre eux les produits (dans la mesure où existe la division du travail). Donc, toute la technique de la production et des transports y est incluse. Selon notre conception, cette technique détermine également le monde d'échange et de répartition des produits et, par conséquent, après la dissolution de la société tribale, également la division de la société en classes, par conséquent les rapports de domination et de servitude, par conséquent l'Etat, la politique, le droit, etc. Sont inclus, en outre, dans le concept des rapports économiques, la base géographique sur laquelle ceux-ci évoluent, et les vestiges réellement transmis des stades de développement économique antérieurs qui se sont maintenus, souvent par tradition seulement ou par vis inertiae [par la force d'inertie], et naturellement aussi le milieu extérieur qui entoure cette forme sociale.

Si, comme vous le dites, la technique dépend pour une grande part de l'état de la science, celle-ci dépend encore beaucoup plus de l'état et des besoins de la technique. Lorsque la société a des besoins techniques, elle impulse plus la science que le font dix universités. Toute l'hydrostatique (Torricelli, etc.) sortit du besoin vital de la régularisation des torrents de montagne en Italie aux XVIe et XVIIe siècles. Nous ne savons quelque chose de rationnel sur l'électricité que depuis qu'on a découvert son utilisation technique. Mais, malheureusement, en Allemagne, on a pris l'habitude d'écrire l'histoire des sciences comme si elles étaient tombées du ciel.

2. Nous considérons les conditions économiques comme ce qui conditionne, en dernière instance, le développement historique. Or, la race est elle-même un facteur économique. Mais il y a deux points ici qu'il ne faut pas négliger:

a) Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Mais ils réagissent tous également les uns sur les autres, ainsi que sur la base économique. Il n'en est pas ainsi parce que la situation économique est la cause, qu'elle est la seule active et que tout le reste n'est qu'action passive. Il y a au contraire, action réciproque sur la base de la nécessité économique qui l'emporte toujours en dernière instance. L'Etat, par exemple, agit par le protectionnisme, le libre-échange, par une bonne ou mauvaise fiscalité, et même l'épuisement et l'impuissance mortels du philistin allemand, qui résultèrent de la situation économique misérable de l'Allemagne de 1648 à 1830 et qui se manifestèrent tout d'abord sous forme de piétisme, puis de sentimentalité et d'esclavage servile à l'égard des princes et de la noblesse, ne furent pas sans influence économique. Ils furent un des plus grands obstacles au relèvement et ne furent ébranlés que grâce aux guerres de la Révolution et de Napoléon qui firent passer la misère chronique à l'état aigu. Il n'y a donc pas, comme on veut se l'imaginer, çà et là, par simple commodité, un effet automatique de la situation économique, ce sont, au contraire, les hommes qui font leur histoire eux-mêmes, mais dans un milieu donné qui la conditionne, sur la base de conditions antérieures de fait, parmi lesquelles les conditions économiques, si influencées qu'elles puissent être par les autres conditions politiques et idéologiques, n'en sont pas moins, en dernière instance, les conditions déterminantes, constituant d'un bout à l'autre le fil conducteur, qui, seul vous met à même de comprendre.

b) Les hommes font leur histoire eux-mêmes, mais jusqu'ici ils ne se

conforment pas à une volonté collective, selon un plan d'ensemble, et cela même pas dans le cadre d'une société déterminée, organisée, donnée. Leurs efforts se contrecarrent, et c'est précisément la raison pour laquelle règne, dans toutes les sociétés de ce genre, la nécessité complétée et manifestée par la contingence. La nécessité qui s'y impose par la contingence est à son tour, en fin de compte, la nécessité économique. Ici nous abordons la question de ce qu'on appelle les grands hommes. Naturellement, c'est un pur hasard que tel grand homme surgisse à tel moment déterminé dans tel pays donné. Mais si nous le supprimons, on voit surgir l'exigence de son remplacement et ce remplaçant se trouvera tant bien que mal, mais il se trouvera toujours à la longue. Ce fut un hasard que Napoléon, ce Corse, fût précisément le dictateur militaire dont avait absolument besoin la République française, épuisée par sa propre guerre; mais la preuve est faite que faute d'un Napoléon, un autre aurait comblé la lacune, car l'homme s'est trouvé chaque fois qu'il a été nécessaire: César, Auguste, Cromwell, etc. Si Marx a découvert la conception matérialiste de l'histoire, Thierry, Mignet, Guizot, tous les historiens anglais jusqu'en 1850 prouvent qu'on s'y efforçait, et la découverte de la même conception par Morgan est la preuve que le temps était mûr pour elle et qu'elle devait nécessairement être

découverte.

Il en est ainsi de tout autre hasard et de toute autre apparence de hasard dans l'histoire. Plus le domaine que nous étudions s'éloigne de l'économie et se rapproche de la pure idéologie abstraite, plus nous constaterons que son développement présente de hasard, et plus sa courbe se déroule en zig-zag. Mais si vous tracez l'axe moyen de la courbe, vous trouverez que plus la période considérée est longue et le domaine étudié est grand, plus cet axe se rapproche de l'axe du développement économique et plus il tend à lui être parallèle.

(...) D'ailleurs le bel exemple que Marx a donné dans le *Dix-huit Brumaire*, devrait, comme je pense, répondre suffisamment à vos questions, précisément parce que c'est un exemple pratique. Dans l'Anti-Dühring, 1ère partie, chapitres 9 à 11, et 2ème partie, chapitres 2 à 4, ainsi que dans la 3ème partie, chapitre 1er, ou dans l'introduction et, ensuite, dans le dernier chapitre de Feuerbach, je crois également avoir déjà touché à la plupart de ces points.

Je vous prie de ne considérer que l'ensemble de ce texte, sans en soumettre chaque mot à une critique méticuleuse; je regrette de ne pas avoir eu le temps de tout vous exposer avec la clarté et la netteté requises pour une publication.

(Lettre à Walther Borgius, 25/1/1894).

## Le carnaval électoral italien

(Suite de la page 1)

Berlusconi n'a-t-il pas créé son parti et ne s'est-il pas lancé dans la politique pour sauver son empire économique de la faillite? Il est toujours plus clair que la mascarade jouée devant le public n'a pour but que de s'approprier un morceau d'Etat, un bout de réseau télévisé, un siège au conseil d'administration de telle ou telle administration. La lutte politique bourgeoise apparaît toujours plus comme une espèce de loterie où tous peuvent participer dans l'espoir de décrocher le gros lot, tandis que les choses sérieuses et les arbitrages entre grands intérêts privés et clans financiers sont étudiés et résolus dans la discrétion, à l'écart des clameurs du Parlement et des médias.

Peu importe, de ce point de vue, que la comète Berlusconi n'ait pas brillé longtemps au firmament parlementaire et que les forces classiques de la conservation bourgeoise - l'alliance centre-droite - n'aient pas eu le temps de faire ses preuves au gouvernement. Ils ont laissé la place à un soi-disant gouvernement «non-politique», de techniciens, Ciampi et Dini, qui tout en satisfaisant leurs propres intérêts particuliers (dans la Banque, la magistrature ou les chaînes de télévision), ont été les mieux à même d'assurer la continuité de la bonne marche de l'Etat. La gauche qui avait redouté leur venue au pouvoir, les a finalement soutenu.

La période des partis qui participaient aux élections avec leurs programmes, leurs promesses, leurs campagnes publicitaires payées en grande partie par l'Etat a laissé la place à la saison des pôles, des alliances électorales et de gouvernement grâce auxquelles ont pu se former de nouvelles formations politiques et se recycler les vieux chevaux de retour de la politique:

à droite le Pôle des libertés constitué essentiellement de Forza Italia de Berlusconi et des ex-néo-fascistes de Fini, en face de l'Alliance de centre-gauche, dite de l'Olivier, regroupant autour des ex-pseudo-communistes du PDS une série de groupuscules bourgeois nés sur les décombres des vieux partis socialistes et chrétiens démocrates.

Ces élections ont vu la disparition de toute alternative réformiste. La victoire de l'Olivier sur le Pôle ne signifie pas la victoire d'un programme de réformes contre un programme conservateur, d'un programme aux orientations «sociales» contre un programme tourné vers les intérêts patronaux. L'action du nouveau gouvernement va en effet tendre inévitablement à tailler encore plus profondément dans l'édifice des mesures sociales échafaudé il y a des dizaines d'années, comme les gouvernements de centre-gauche l'avaient déjà fait en précédence. L'Olivier devra mettre en oeuvre le programme de la droite, bien que le gouvernement pour trouver l'appui de Refondation Communiste devra de temps à autre faire un geste en direction de la clientèle électorale de celui-ci.

Il y a un an nous écrivions: «*Le dénominateur commun de toutes les forces politiques qui sont au Parlement et qui tentent de se répartir les parts de "pouvoir électoral" en vue de leur utilisation pour un possible "pouvoir contractuel" doit être cherchée dans le fait que la tendance la plus profonde de la société actuelle est celle rappelée dans nos "Thèses de la gauche", c'est-à-dire la tendance à centraliser le plus possible toutes les ressources du pays - économiques, politiques et sociales -*

(Suite en page 10)

Aux Editions Programme  
(192 pages - 60 FF)  
« BILAN D'UNE REVOLUTION »

- Les leçons d'Octobre 1917  
- Les fausses leçons de la  
conférence de Russie  
- L'économie russe d'Octobre à  
nos jours

El programa comunista  
No 43 - Diciembre de 1995

- La burghesia ha celebrado la «Liberación»  
y el fin de la guerra mundial  
- El capitalismo soviético en crisis (I)  
- Siguiendo el hilo del tiempo: ¿ Para  
poner los puntos sobre las íes!  
- A la memoria de la vieja guardia

SOUSCRIPTION PERMANENTE  
2e ET 3e LISTES 1996

A.B.: 1600 / Avignon: 700,00 / Bouches  
du Rhône: 85,00 / Eric: 50,00 / Fanch:  
30,00 / Fête LO: 95,00 / Joël: 200, 00 /  
Maisons-Alfort: 75,00 / Paris: 600, 00 /  
Rocheport: 10,00 / Roger: 470,00 / Zu-  
rich: 25,00.

Total listes: 3.940 F.

Total général: 6.651 F.

## Le carnaval électoral italien

( Suite de la page 9 )

*pour défendre les intérêts du capitalisme national face à la concurrence sur le marché mondial, et pour faire face à une situation sociale interne que l'on prévoit - en perspective - toujours plus tendue à cause de l'augmentation du chômage et de la détérioration des conditions de vie et de travail des masses prolétariennes» (1).*

La présence de cette tendance centralisatrice n'exclut pas l'existence de tendances centrifuges qui dialectiquement alimentent le besoin de centralisation de la société bourgeoise. Mais tous les partis, y compris les autonomistes de la Ligue du Nord partagent des objectifs communs. «Aucun - écritions dans le même article - ne veut la mort du capitalisme, aucun ne veut la fin des profits, aucun ne veut la ruine de l'entreprise et de l'économie nationale; tous veulent un capitalisme bien administré, plus discipliné, plus protégé des phénomènes économiques et sociaux qui tendent à rendre incurables les contradictions du système et à élever la température sociale en aiguissant les antagonismes entre les classes».

### LA LIGUE DU NORD OU L'«INSURRECTION» DE LA PETITE BOURGEOISIE

Les phénomènes opposés à la tendance centralisatrice n'ont jamais manqué. Au-delà de leurs aspects folkloriques, les divers mouvements politiques qui se réclament de la vieille Ligue lombarde organisent depuis longtemps des masses de petits producteurs, artisans, paysans et boutiquiers qui expriment leur mécontentement devant les impôts (ce sont eux les premiers fraudeurs de l'impôt) et envers un système politique qui a fini par les exposer à l'incertitude du lendemain après la dissolution des réseaux clientélistes à l'abri desquels l'expansion économique avait pu se réaliser. Ce mécontentement, allié à une vieille tradition réactionnaire dans les régions en cause a servi de terreau à des formations tendanciellement localistes et racistes qui ont pris la place de la Démocratie Chrétienne. On ne doit pas se laisser abuser par le fait que les régions traditionnellement «rouges» ont suivi le PDS. Celui-ci a réussi à se faire l'expression des tendances petites bourgeoises, empêchant la naissance et le développement de formations analogues à la Ligue du Nord.

Le localisme, poussé à ses conséquences extrêmes, débouche sur une tendance à trancher la dépendance politique et donc économique avec un centre jugé parasitaire. L'histoire de l'Italie est faite de mille régions, de mille féodalités, de mille mini-Etats; il n'y a pas eu de grande révolution bourgeoise à la française pour faire table rase de ces résidus du passé médiéval. Dans les périodes de grande incertitude politique on voit réapparaître les vieux fantômes et les vieux préjugés dont se nourrissent les séparatistes modernes. Les dernières élections ont donc vu à côté de la victoire de l'Olivier, la victoire, dans les régions de la Vénétie et de la Lombardie, de la Ligue du Nord dénonçant l'alliance de la grande fi-

nance, de la grande industrie et de la grande bureaucratie syndicale.

Ce phénomène ne doit pas être sous-estimé, étant donné que dans d'autres périodes historiques, le mécontentement des couches petites bourgeoises ruinées a été utilisé par les fascistes contre le mouvement prolétarien. Cependant on ne peut faire de comparaison mécanique. Hier le creuset idéologique était la patrie, la nation et la race; aujourd'hui, c'est le particularisme local ou provincial. Surtout c'était hier la ruine effective qui poussait les petits bourgeois enrégés à se fier aux fascistes, alors qu'aujourd'hui ce n'est encore que la peur de perdre les privilèges sociaux accumulés au cours des décennies de croissance économique qui pousse les petits bourgeois à suivre les autonomistes. L'idée de se séparer de Rome-la voleuse, de ce centre qui suce les ressources du nord pour décréter l'indépendance de la «Padanie», est présentée comme une solution pratique, sans heurts et acceptable «par tous», car tous les habitants auraient le même intérêt à préserver la bonne santé des riches régions du nord.

L'autonomie fiscale sera selon toutes probabilités la question qui décidera des relations de la Ligue avec le gouvernement et des suites du mouvement de mécontentement petit bourgeois. La comparaison avec la Catalogne est instructive. En Espagne le gouvernement Aznar a réussi à s'allier aux autonomistes catalans en accordant à la province de Barcelone que 30% (au lieu de 15) des ressources fiscales de la région restera entre les mains du gouvernement autonome.

### LA GAUCHE PARLEMENTAIRE AU GOUVERNEMENT AVEC LA BÉNÉDICTION DE LA FINANCE INTERNATIONALE

Naturellement si cette autonomie fiscale voyait le jour, le fardeau fiscal n'en serait que plus lourd sur les habitants du reste de l'Italie. Sans faire la moindre allusion à cette éventualité, le nouveau Premier Ministre Prodi avait déclaré dès la fin des élections que les italiens devaient s'attendre à un an et demi de sacrifices et de restrictions.

La victoire de l'Olivier a été saluée de façon très positive par la Bourse; c'est là un signal non secondaire. Bien entendu le Pôle de Berlusconi n'était pas le moins du monde opposé aux intérêts de la grande industrie et de la grande finance; mais il n'a pu recueillir la confiance des cercles financiers internationaux en raison du bilan mitigé de son bref passage au gouvernement et de l'instabilité de cette coalition elle-même. Par contre l'Olivier a recueilli cette confiance ainsi que celle des grandes familles industrielles et financières italiennes. En désignant le professeur Prodi comme leader de l'alliance électorale et futur premier ministre, le PDS a voulu présenter la modération contre l'agressivité, le sérieux contre l'ostentation de parvenu de Berlusconi. Les milieux financiers internationaux avaient voté à l'avance pour l'Olivier. Cela prouve que non seulement l'ex-PCI devenu PDS ne fait plus peur à aucun capitaliste occidental, mais pas non plus le groupe significatif des ex-staliniens de Rifondazione Comunista, en dépit de ses grands discours sur le rétablissement de l'échelle mobile, sur l'imposition des grandes fortunes ou le refus de la diminution des retraites. Les

déclarations de loyauté envers l'Olivier lors de la campagne électorale ont été jugées plus crédibles par les cercles capitalistes internationaux.

L'Alliance de centre-gauche a donc vaincu et elle se prépare maintenant à gouverner. Elle a vaincu grâce à une partie des couches moyennes sensibles aux marques de confiance des bourgeois, mais elle a aussi vaincu grâce à l'apport de nombreux votes ouvriers qui continuent à penser qu'elle est un moindre mal et que la gauche ne s'attaquera pas aux systèmes de protection sociale. Cependant sa tâche sera précisément de mettre en oeuvre un programme de grande austérité et de faire des coupes sombres dans la protection sociale.

Notre souhait n'est pas seulement l'échec complet de ce gouvernement, mais surtout le réveil du prolétariat. Ce n'est pas tant la détérioration des conditions du prolétariat qui en soi pousse le prolétariat à entrer en lutte que l'instabilité générale et croissante de ces conditions de vie qui le conduiront à réagir.

C'est dans cette perspective que nous travaillons, certains de cette réaction sans laquelle les pas ultérieurs vers la lutte révolutionnaire ne seront jamais possibles. Le prolétariat a une tâche qui peut se résumer par ces mots: rompre avec la collaboration des classes. Une fois qu'il aura retrouvé la voie de la lutte prolétarienne indépendante et retrouvé ses armes de lutte classistes, l'inconsistance des affrontements électoraux apparaîtra évidente et il apparaîtra évident que les questions sociales, politiques et économiques se décident en utilisant la force du nombre et

de l'organisation de classe.

Mais sans parti de classe les efforts prolétariens pour sortir du piège de l'interclassisme seront vains. Le parti communiste révolutionnaire est indispensable à la lutte du prolétariat en tant qu'il incarne la mémoire, la conscience et la volonté d'une classe à qui l'histoire impose de mettre fin au régime bourgeois et d'en libérer toute l'humanité, lui ouvrant la seule perspective historique de progrès social.

(1) «Centro-destra, centro-sinistra, espressioni del fascismo democratico caratteristico della nostra epoca», «Il Comunista» n°45, avril 95.

### Programme communiste

Revue théorique du Parti Communiste International  
N°94 - Mai 95 - 25 F - (76 pages)

#### Sommaire

- Le nouveau désordre mondial: De la guerre froide à la paix froide et, en perspective, vers la troisième guerre mondiale.
- Histoire de la Gauche Communiste. La naissance du Parti Communiste d'Italie (1).
- La question de la reprise de la lutte de classe et les tâches des communistes (1). (Réunion de San Donà - déc. 1992)
- Le capitalisme soviétique en crise (Fin).
- C'est ainsi qu'est codifié le marxisme agraire
- A la mémoire d'un camarade de la vieille garde: Riccardo Salvador.
- Sur le fil du temps: La batrachomyomachie.

## Attaque contre le train du maïs dans le Mexique de la faim

«A minuit moins le quart Orlando Lopez Sepulveda conduisait comme toutes les nuits sa locomotive n°1476 à travers Fomerrey, une zone habitée par les habitants les plus pauvres et les plus déshérités de la ville de San Nicolas de los Garza, dans une région du nord du Mexique victime d'une période de sécheresse. Dès qu'il s'aperçut de la présence de gros blocs de ciment au milieu des voies, Lopez appuya sur les freins, arrêtant le convoi» pouvait-on lire sur le quotidien italien «La Repubblica» du 1er juin dernier. Le train transportait, outre onze wagons de combustible qui finalement n'exploserent pas, 50 tonnes de maïs et de haricots. A peine le train s'était-il arrêté qu'apparurent des dizaines de familles, y compris femmes, enfants et vieillards qui prirent d'assaut les wagons de maïs et de haricots, et commencèrent à remplir tous les récipients possibles. Lorsque les policiers arrivèrent, les déshérités de la «zone» de San Nicolas de los Garza avaient réussi à emporter 48 des 50 tonnes originales, n'en laissant que 2 tonnes. Le journal ne dit pas quel temps s'était écoulé entre l'arrêt du train et l'arrivée des dizaines de policiers, mais il n'avait pas dû être extrêmement long.

Le désespoir des sans-réserve, des affamées de la ville a provoqué un mouvement de violence à main nue de grande intensité: neuf véhicules de police détruits, 2 policiers blessés. Mais le désespoir qui a poussé ces dizaines de

familles à attaquer le train du maïs, court en réalité à travers tout le Mexique, jusqu'au Chiapas où la révolte contre les conditions séculaires de misère et de famine ont trouvé une forme organisée plus développée et capable de s'opposer au moins pour un temps à la pression et à la répression des propriétaires fonciers et de l'Etat bourgeois mexicain. C'est de cela que la classe dominante bourgeoise se préoccupe; pour garantir les profits qu'elle entend accumuler elle doit jeter dans la misère et la famine des masses toujours plus grandes de prolétaires et de paysans. Mais ce qui l'attend est que l'exemple du Chiapas soit suivi dans d'autres régions (1). Au Chiapas ce n'est pas la lutte de classe prolétarienne qui se développe, puisque non seulement le prolétariat n'y est pas très nombreux et suffisamment concentré pour représenter une masse objectivement organisable du point de vue de classe, mais surtout parce qu'il n'existe pas, ni dans la région ni ailleurs au Mexique des organisations classistes et le parti révolutionnaire prolétarien. Mais se développe une lutte de résistance des populations paysannes pauvres vis-à-vis du pouvoir central et de la grande bourgeoisie; cette lutte révèle les énormes contradictions qui existent dans un pays poussé à suivre l'exemple des grands pays capitalistes, mais essentiellement sur le plan de l'exploitation bestiale de ses classes pauvres, prolétaires et paysans, parce que sur les autres plans il

**Mexique ...**

dépend absolument des grands impérialismes et surtout de la toute-puissante économie américaine.

La lutte pour l'émancipation du prolétariat mexicain décidera aussi de l'émancipation des petits paysans pauvres de la grande propriété foncière, de l'usure, des taxes. La voie de l'émancipation du prolétariat devra prendre en compte la lutte contre l'oppression séculaire des paysans et des indiens, non pour leur donner la propriété d'une terre à cultiver ou une «nation indienne» à construire; il s'agira en fait de leur donner la perspective de la libération de toutes les vexations produites par un mode capitaliste de production qui vit et s'alimente de leur sueur et de leur misère.

Alors la révolution ira bien au delà des limites paysannes et démocratiques des Villa ou des Zapata; elle détruira à la racine la force de résistance et de conservation de la bourgeoisie mexicaine, *compradore* et vampire, qui fait payer aux masses gigantesques de prolétaires et de paysans les frais de ses ambitions de se tailler une place sur le marché mondial.

(1) Les dernières informations font état de la naissance d'une nouvelle guérilla dans d'autres régions du Mexique - bien évidemment qualifiée de «bandes terroristes» par les Autorités. Les Etats-Unis, par la bouche de leur ambassadeur, ont offert leur assistance pour combattre cette «nouvelle vague de violence».

## Afrique du Sud: massacre pour un billet de train

Tembica est l'un des ghettos noirs de la capitale sud-africaine, l'un de ces quartiers dortoirs que quittent chaque matin des milliers d'habitants pour aller à leur travail ou aller à la recherche d'un travail ou encore pour aller à l'école. Nombreux sont ceux qui ne payent pas le billet de train: ce n'est pas par bravade, mais tout simplement parce qu'ils n'ont pas l'argent.

Mais les nouveaux dirigeants des systèmes de transport - routes, chemins de fer, ferries - qui entre-temps ont été privatisés, ont pour fonction de diminuer les frais de l'entreprise et d'augmenter ses rentrées. La première chose est de contrôler que les passagers qui utilisent les transports payent leur billet. Comment faire? Instituer une police privée, telle a été la réponse géniale des dirigeants. Quel a été le résultat? Lisons ce qu'écrit *«Il Corriere della Sera»*:

*«Les 6 heures venaient de sonner et l'habituelle marée humaine se déversait dans la gare. Habituellement la majorité des gens avait l'habitude d'attendre l'arrivée des trains en dehors de la gare pour traverser au dernier moment les voies et sauter sur les wagons. Mais depuis ce lundi les contrôles renforcés ont été mis en place, à l'aide de portes fermées et d'aiguillons électriques, les mêmes que ceux utilisés pour les animaux, afin d'encadrer l'afflux des voyageurs. Immédiatement l'affaire prend des proportions gigantesques, tandis que les escouades de policiers privés font usage de leurs aiguillons (facilement disponibles auprès de n'im-*

*porte quelle armurerie pour le prix de 250 F environ). La masse déjà énorme de voyageurs se met alors à croître "de façon anormale", sous la pression de ceux qui refluent devant les charges des gardiens. Les bousculades gigantesques qui s'en suivent voient de nombreuses personnes bousculées et piétinées. Le bilan officiel est de 15 morts (d'autres témoignages parlent au moins de 16 morts). Et il y en a encore une soixantaine de blessés, dont certains sont entre la vie et la mort.»*

Le président Nelson Mandela a parlé de «tragédie nationale», assurant que «justice sera faite», mais tout en disant aux voyageurs que la première chose à faire était de se calmer! En effet après les charges des policiers et les morts, la foule, furieuse, a mis le feu à la gare de Tembica.

Qu'est ce qui différencie le régime «noir» du précédent régime «blanc» dans l'Afrique du Sud capitaliste? Les policiers peuvent bien être noirs, mais les déshérités, les massacrés, les malheureux, bref les prolétaires qu'elle que soit leur couleur de peau, sont toujours les mêmes; ils restent toujours des sans-réserves, sans aucune possibilité ni espoir de vivre de façon décente.

Justice sera faite, affirme Mandela. Mais tout prolétaire sait que la justice dont parle le bourgeois et démocrate Mandela c'est la justice bourgeoise, la justice instituée pour défendre les lois bourgeoises et la sainte propriété privée!

La justice prolétarienne, elle, fera disparaître cette maudite propriété pri-

vée et élèvera au rang de principe supérieur la défense de la vie sociale, la défense de la vie humaine, sans aucun doute contre la volonté et contre les intérêts des bourgeois!

### EN PRÉPARATION: REPRINT DE «Communisme et fascisme»

*«Dans le fascisme, nous ne voyons pas un changement de la politique de l'Etat italien, mais la continuation de la méthode employée par la démocratie. Nous ne ferons aucun crédit pour lutter contre le fascisme au complice naturel de la démocratie: le réformisme social-démocrate.»*

*«Dans le domaine de l'idéologie et du programme, le fascisme n'a rien apporté de nouveau. Sa supériorité réside dans son organisation, sa discipline, sa hiérarchie.»*

*«Le parti communiste doit souligner le rôle indépendant que la situation en Italie lui assigne; mais pour pouvoir faire une politique indépendante, il faut qu'il n'y ait aucun défaitisme. Il ne faut pas aller raconter aux prolétaires italiens que les actions jusqu'ici tentées par leur Parti ont fait faillite. Même si l'attitude des communistes italiens n'a pas toujours été approuvée, ils sentent qu'ils n'ont rien à se reprocher devant la Révolution et devant l'Internationale» (Extraits du texte)*

Texte du Parti Communiste International n°1 - 35 FF

## Correspondance COFIROUTE: Un simulacre de lutte

*Fidèles à leur raison sociale qui les a fait serviteurs zélés de la bourgeoisie, les médias ont mystifié leurs auditeurs et leurs lecteurs en ne relatant que très partiellement et partialement la situation de COFIROUTE. C'est pourquoi il est important de reprendre les choses et d'analyser ce conflit qui ne s'est jamais transformé en lutte classiste.*

La société COFIROUTE (Compagnie Financière des AutoROUTES) gère plusieurs autoroutes en France. Elle est aussi installée en Grande-Bretagne et à Los Angeles. Actuellement, elle participerait à la construction d'une autoroute en Amérique du Sud.

C'est la seule société d'autoroutes entièrement privée en France. Ses actionnaires sont: le groupe Bouygues, la C.G.E., Elf, etc. Son PDG est l'ancien conseiller de Chirac à la mairie de Paris. Elle emploie un peu plus de 1800 salariés. Jusqu'à présent, le climat social était caractérisé par l'absence de conflits majeurs. La grève des 5 et 8 avril est la première depuis 26 ans! Nul doute que la division des salariés en 6 syndicats n'est pas étrangère à cette situation; l'organisation majoritaire est la S.G.P.A. (Syndicat Général du Personnel des Autoroutes) affilié à la F.A.T. Viennent ensuite la CFDT, la CGT, FO, la CFTC et la CGC.

Jusqu'à présent la collaboration de classes, les privilèges accordés aux différents délégués syndicaux ainsi que les conditions particulières de travail

permettaient l'asphyxie des revendications. Alors pourquoi le virage actuel? Pourquoi la fanfaronnade des bonzes syndicaux qui font semblant de rompre la paix sociale?

Il est évident que le patronat a besoin de leurs services. A COFIROUTE comme ailleurs, il ne doit pas y avoir pléthore d'adhérents et il est absolument nécessaire de redorer le blason des boutiques en question.

En plus la situation économique de COFIROUTE est florissante.

### LES PROFITS AUGMENTENT FORTEMENT

COFIROUTE est «l'autoroute du bonheur» (slogan publicitaire)... pour ses actionnaires. En 1994 l'entreprise fait 552 millions de bénéfice; en 1995 les bénéfices montent à 652 millions pour 3,65 milliards de recettes. Cette société a présenté en 94 la 7e meilleure marge bénéficiaire des entreprises françaises (source: le magazine *«l'Expansion»*). Enivrée par ce succès, COFIROUTE décide, début 96, d'augmenter la pression; elle institue un nouveau rançonnement des conducteurs: la modulation de ses tarifs les dimanches et jours fériés avec une augmentation de 25% des taux de péage entre 17 h et 23 h (c'est à dire aux heures d'affluence maximum). En contrepartie, elle fera mine d'équilibrer la balance en pratiquant des tarifs dégressifs à des heures où il ne passe personne. Le lecteur comprendra facilement le but de la manoeuvre (augmenter les profits) et il vomira l'explication officielle: la régulation du trafic routier.

Face à une telle provocation, nul doute qu'un certain nombre de travailleurs (encartés syndicalement ou non) aient estimé trop importante leur exploitation et fait pression sur les bonzes qui se sont trouvés dans l'obligation d'être plus revendicatifs à l'occasion des négociations annuelles...

### ÉVOLUTION DES REVENDEICATIONS

Le 15 mars: les syndicats semblaient se satisfaire d'une augmentation des salaires de 2,2%. La négociation a buté sur la diminution du temps de travail: passage de 35 à 32 heures pour les postés et de 39 à 35 heures pour les administratifs, le tout sans diminution de salaire. Selon les syndicats, cela aurait permis l'embauche de 189 personnes (soit 10% de l'effectif).

Devant le refus de la direction, les syndicats de façon unitaire appellent à la grève les 5 et 8 avril sur les revendications suivantes:

- Augmentation de 520 F brut mensuel pour tous.
- Prise en charge de la perte de l'astreinte pour les agents routiers qui partent en pré-retraite progressive.
- Augmentation de la prime de vacances.
- Congés d'ancienneté.

Mi-avril: les négociations piétinent (pléonasmel). La direction propose 3% d'augmentation ainsi que quelques mesures catégorielles (pour mieux diviser, n'en doutons pas). Elle refuse d'élargir la prime de vacances et d'accorder un jour d'ancienneté par tranche de 5 années de présence. Par contre elle accepterait de discuter sur la réduction du temps de travail.

Deuxième quinzaine d'avril: les syndicats demandent aux salariés de se prononcer sur la poursuite ou l'arrêt du mouvement. Bien que n'acceptant pas les propositions de la direction, les travailleurs décident de rentrer dans le rang, au grand soulagement des délégués syndicaux qui vont ainsi pouvoir continuer à collaborer sans pression en négociant au bénéfice exclusif du patronat. Seule avancée tangible; les 3% proposés par la direction (pour tous? Ou pour les jaunes uniquement?). Les bonzes ont laissé courir le bruit qu'une prime de fin de conflit (300 F) pourrait

être accordée. Misère!

Les mystificateurs syndicaux veulent se donner des airs d'intransigeance. *«Des actions vont être organisées sur le terrain; restez mobilisés»* clament-ils hypocritement. Le patronat peut dormir sur ses deux oreilles... La conclusion de ce conflit est évidemment un constat d'échec, mais pouvait-il en être autrement avec un tel suivisme et une telle confiance aveugle accordés à ces organisations syndicales collaborationnistes. Les quelques miettes lâchées par le patronat sont insignifiantes et illusoire. Même l'indécrottable bras droit de la bourgeoisie, André Bergeron (l'ancien leader de FO), aurait estimé qu'il y avait beaucoup plus de «grain à moudre». Une fois de plus les hiérarchies syndicales ont entraîné des prolétaires dans l'échec.

### COMPOSANTES DU PIÈGE SYNDICAL

S'il est évident que le prolétariat de COFIROUTE a eu raison de réagir, il doit être convaincu que le faire sur les bases imposées par la bonzerie ne pouvait que le conduire à l'épuisement et au renoncement de ses objectifs essentiels.

1) Il n'y a pas eu de lutte réelle. Les 2 après-midi de grève des 5 et 8 avril ne pouvaient en aucun cas gêner la direction. Il ne s'agissait pas d'une grève illimitée et reconductible, mais de 2 journées séparées par un week-end (le week-end de Pâques). Le lundi - journée de pointe pour les autoroutes en raison des retours du week-end - l'argent des péages a été récolté sans problème, la direction faisant appel à des «saisonniers» ou des étudiants pour remplacer les grévistes sans que les syndicats ne bronchent, bien au contraire...

2) Les syndicats organisent, enca-

( Suite en page 12 )

# La réunion des 7 grands terroristes

Après la bombe d'Atlanta et l'explosion de l'avion de la TWA (dont l'origine à ce jour reste indéterminée bien que les médias aient tout de suite parlé d'un acte de terrorisme et écarté toute autre hypothèse), une réunion du dit «G 7» (regroupant les 7 pays les plus industrialisés de l'ancien «camp occidental») à laquelle était conviée la Russie comme huitième larron, a été démonstrativement organisée à la demande des Etats-Unis.

En fait de lutte contre le terrorisme, nous avons eu la réunion des plus grands terroristes de la planète: les représentants des grands impérialismes responsables des deux guerres mondiales et d'innombrables guerres locales ou régionales, les responsables d'un ordre (un désordre plutôt) qui condamne à la misère, à la maladie, à la malnutrition et à la mort prématurée la majorité de l'humanité, qui met même en danger le sort des générations futures par le saccage des ressources naturelles et l'empoisonnement de l'environnement. On comprend sans peine combien il eut été anormal de ne pas faire une place à un tel sommet aux dignes représentants de la Russie en train de massacrer à tour de bras les civils tchéchènes pour éradiquer le terrorisme: les français, hôtes du sommet, venaient juste de rétablir humanitairement l'ordre en Centrafrique, au prix de quelques dizaines de morts. Il n'est d'ailleurs venu à aucun journaliste, lors de la Conférence de presse finale, l'idée incongrue de demander si au cours des travaux de la réunion, on avait débattu des responsabilités de certains des participants dans les épouvantables massacres du Rwanda. Non car comme le dit de façon inimitable «Le Monde», il s'agissait de «répondre aux inquiétudes que l'opinion peut éprouver au lendemain d'une série d'attentats qui (...) ont manifesté la vulnérabilité des Occidentaux». Ce que les «Occidentaux» (lire: les grands Etats impérialistes, la Russie et le Japon étant des Occidentaux d'honneur) ont fait, font et feront au reste du monde (interventions militaires, embargos, pressions économiques, etc.) et à leurs propres peuples (intensification de l'exploitation, suppression des aides sociales, aggravation du terrorisme judiciaire et policier) était hors du sujet.

En outre les participants s'étaient mis d'accord pour éviter les sujets qui les divisent. Il peut paraître paradoxal que lors d'un sommet anti-terroriste on

ne parle pas des Etats qui, selon les américains, seraient à la source de ce terrorisme! C'est que ces accusations ne servent qu'à camoufler des rivalités commerciales et stratégiques. Les américains, qui accusent un certain nombre de pays - Iran, Libye, Soudan, etc. - de soutenir des groupes terroristes, voudraient que les européens et les japonais cessent de faire des affaires avec ceux-ci. A la grande fureur des européens ils ont passé des lois qui sanctionneraient les sociétés travaillant dans ces pays. Un responsable américain a déclaré que les cibles étaient par exemple la firme française Total qui en Iran avait pris la place de firmes américaines, ou les sociétés européennes en Libye, etc.

## LA FONCTION RÉACTIONNAIRE DE L'ANTI-TERRORISME

Si les mesures adoptées par les participants de ce sommet anti-terroristes ne paraissent pas à la hauteur de l'émphase médiatique qui a accompagné sa tenue, il ne faut pourtant pas s'y tromper (1). Sans doute une bonne partie de cette réunion relevait de la poudre aux yeux à destination de l'«opinion»; mais l'insistance mise sur la lutte contre le terrorisme, «mal absolu» et menace la plus grave contre la «démocratie», a, en elle-même, une fonction politique bien précise: justifier, y compris grâce à cette opinion publique fabriquée, ce que nous avons appelé le «blindage de la démocratie», c'est-à-dire toutes les mesures policières, judiciaires et autres de renforcement du despotisme étatique et créer un climat permettant la mobilisation des citoyens contre toute menace réelle ou supposée de terrorisme.

C'est ainsi qu'en France nous avons vu, au moment des attentats, l'opération «Vigipirate» mettre une nouvelle fois presque en quarantaine la population immigrée et en tout cas augmenter la pression policière sur elle; et le renforcement des mesures de lutte contre les travailleurs immigrés sans papiers, des expulsions des étrangers en situation irrégulière dont se félicite le ministre de l'Intérieur ont pu passer plus facilement grâce à la campagne anti-terroriste précédente. Au point que l'ineffable Toubon, l'impayable ministre de la «Justice» qui passe le plus clair de son temps à éviter la prison à ses amis, avait fait voter une loi assimilant à un crime terroriste l'aide à des

étrangers en situation irrégulière! Il est vrai que le Conseil Constitutionnel a dû censurer cette loi - non parce qu'il serait le garant des libertés individuelles comme le prétendent les démocrates, mais surtout parce qu'il a pour fonction de maintenir la crédibilité du système légal et de lui éviter le ridicule - mais cette censure d'une part ne changera rien à la politique du gouvernement et de l'Administration et d'autre part l'assimilation travailleurs étrangers - clandestins - islamistes - terroristes est déjà de plus en plus répandue.

Les campagnes anti-terroristes sont des campagnes de défense du pouvoir bourgeois, et elles sont avant tout des campagnes préventives. Le terrorisme dénoncé par les médias et les gouvernements ne constitue en aucune façon un danger véritable pour les grands Etats bourgeois, mais il peut constituer un embarras politique en faisant tomber son image de toute-puissance. Les représentants des Etats s'efforcent donc de donner l'impression qu'ils dominent la situation, que leur puissance vaincra toujours en fin de compte même l'adversaire le plus insaisissable: c'est une nécessité politique impérieuse du maintien de la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat que d'intimider ce dernier en faisant en permanence étalage de la force écrasante des institutions étatiques.

Car le danger que tous ces Etats redoutent réellement et contre lesquels ils essaient tous dès à présent de dresser le barrage de l'union nationale et de la collaboration policière internationale, c'est un danger interne: la réapparition, à l'occasion des secousses sociales qui s'approchent inexorablement, de la lutte révolutionnaire de minorités prolétariennes et la contagion de ces luttes vers les plus larges masses. Ce danger pour les bourgeois n'est pas encore immédiat et d'ailleurs il n'est pas sûr que tous en aient également et clairement conscience. Mais que l'on regarde encore une fois le cas de la France et l'on verra que l'un des objectifs avoués de la réorganisation des Forces Armées est la «sécurité intérieure», pourtant aujourd'hui guère menacée. Ou que l'on tourne les yeux vers la forteresse Amérique et l'on constatera que si les policiers ont laissé passer à Atlanta un poseur de bombes, c'est peut-être parce qu'ils étaient trop occupés à tenir à l'écart la masse des sans-réserve, des sans-logis, des sans-droits expulsés des quartiers olympi-

ques. Et au moment où le président démocrate Clinton signe la mort de l'«Etat providence» en mettant fin à un grand nombre de mesures d'assistance sociale, la bourgeoisie américaine ne peut pas ne pas se poser la question de comment faire face à la répétition à l'avenir d'émeutes de la misère comme celles qui ont frappé il y a quelques années Los Angeles et d'autres grandes villes: le capitalisme est né dans la violence et la terreur, il a vécu de la violence et de la terreur qu'il engendre chaque jour et demain pour maintenir son règne, il usera en grand comme il l'a fait autrefois de la violence et de la terreur, même et surtout dans les démocraties qui sont aujourd'hui les plus «pacifiques» parce que c'est là que sa domination est la plus solide.

Mais malgré tous les sommets anti-terroristes la bourgeoisie ne pourra pas toujours intimider les franges prolétariennes les plus remuantes et retarder le moment où les opprimés se lanceront à nouveau à l'assaut des citadelles du capital.

(1) Les mesures les plus significatives sont celles relatives à la collaboration des polices et aux échanges entre elles d'«informations de base sur les personnes et les organisations soupçonnées d'activités liées au terrorisme» (définition suffisamment vague pour englober toutes les organisations jugées subversives), aux enquêtes sur «l'utilisation par les terroristes d'organisations, de groupes ou d'associations, y compris ceux à caractère caritatif, social ou culturel - il est bien connu que quand ils entendent parler de culture les anti-terroristes sortent leur revolver - pour couvrir leurs activités», à des mesures pour empêcher que «l'asile politique et l'accueil de réfugiés (...) ne soient pas détournés à des fins terroristes» (il est difficile d'être plus cynique lorsqu'on se rappelle que ces pays se refusent en pratique à accueillir des réfugiés), etc.

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. Abonnement au «prolétaire»: 50 FF / 200 FB / 30 FS / 15000 Li. Abonnement de soutien: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. «programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / £ 3 / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4 / 450 Pts. Abonnement: le prix de 4 numéros. Abonnement de soutien: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / £ 25 / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. «Il comunista», le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. Abonnement: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. Abonnement de soutien: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. «el programa comunista», le numéro: 400 Pts / 250 Esc. / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. Prix de soutien, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs. Imprimé par nos soins.

## CORRESPONDANCE:

**POUR LA FRANCE:**  
Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon  
**POUR LA SUISSE:**  
Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne  
**POUR L'ITALIE:**  
Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

## Correspondance COFIROUTE:

### Un simulacre de lutte (Suite de la page 11)

drent et contrôlent le mouvement de façon à ne gêner personne.

3) Les revendications sont minimales.

4) La direction est omniprésente. Pour négocier, «un seul représentant de chaque syndicat se rendra à la convocation de la direction pour satisfaire aux obligations légales» est-il écrit dans l'un des tracts. Il n'est bien sûr pas question de faire des AG quotidiennes avec élection de délégués révocables à tout moment.

5) Respect forcené de la légalité bourgeoise. Voici quelques exemples des principales recommandations: - «Les modalités d'action vous seront précisées pour que vous puissiez en toute légalité participer à ce mouvement». - Quelques conseils: Ne pas dégrader les installations. Ne pas occuper

les cabines. Ne pas empêcher la perception du péage. Ne pas gêner la circulation. Ne pas troubler l'ordre public. Ne pas jeter de tracts sur la voie publique. - «Nous demandons à la direction générale de veiller au strict respect des droits de chacun...» Collaboration évidente!

Mais alors que faire? Fermer sa gueule, obéir et... «se déclarer gréviste auprès de sa hiérarchie». Le comble est atteint: il serait bien sûr illégal d'un point de vue bourgeois de se faire payer sa journée de grève!

6) Le conflit est resté isolé. On s'est bien gardé de faire appel à la solidarité avec d'autres entreprises.

7) Les revendications s'inscrivent dans un cadre réformiste. Elles étaient liées aux bénéfices de l'entreprise. S'il y avait eu déficit, les bonzes auraient sans doute négocié la régression sociale.

8) La négociation a été préférée à la lutte de classe. Une lutte se termine toujours par une négociation, où se reflète les rapports de force exprimés par cette lutte; mais lorsque la lutte n'est

qu'un simulacre et la négociation un but en soi, les résultats sont inévitablement désastreux pour les prolétaires.

\* \* \*

En conclusion, on peut affirmer que l'exemple de COFIROUTE est l'illustration parfaite que pour empêcher que le mécontentement des travailleurs ne se transforme en lutte véritable, le patronat et la bourgeoisie peuvent compter sur l'aide des pompiers syndicaux et politiques. Les prolétaires les plus combattifs doivent combattre, dans comme hors des syndicats, les orientations défaitistes et les habitudes de collaboration entre les classes; ils doivent s'organiser en toute indépendance sur un terrain classiste en s'appropriant l'arme de la grève sans préavis ni limitation de durée, unifier tous les ouvriers en lutte sur une base revendicative unitaire et claire, assurer si possible l'extension de la lutte et organiser une réelle solidarité de classe.

Vive la lutte de classe!